

Sénat de Belgique

Session ordinaire 2011-2012



5-164COM

**Commission des Finances et des
Affaires économiques**

Mercredi 27 juin 2012
Séance de l'après-midi

Annales

Handelingen

**Commissie voor de Financiën
en voor de Economische
Aangelegenheden**

Woensdag 27 juni 2012
Namiddagvergadering

5-164COM

Gewone Zitting 2011-2012

Belgische Senaat

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
cdH	centre démocrate Humaniste
Ecolo	Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Open Vld	Open Vlaamse liberalen en democraten
PS	Parti Socialiste
sp.a	socialistische partij anders
VB	Vlaams Belang

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire

Demande d'explications de M. Bart Laeremans au secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles et à la Régie des bâtiments sur «une nouvelle prison à Bruxelles» (n° 5-2203)	4
Demande d'explications de Mme Lieve Maes au secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles et à la Régie des bâtiments sur «le suivi de la charte environnementale fédérale par la Régie des Bâtiments» (n° 5-2277)	6
Demande d'explications de M. Piet De Bruyn au secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles, et à la Régie des bâtiments sur «le coût de l'école européenne à Laeken» (n° 5-2326)	7
Demande d'explications de M. Karl Vanlouwe au secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles et à la Régie des bâtiments sur «l'affaissement et la rénovation du Théâtre de la Monnaie» (n° 5-2402).....	10
Demande d'explications de M. Piet De Bruyn au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «le siège de la Belgique au conseil d'administration du Fonds monétaire international» (n° 5-2312)	12
Demande d'explications de M. Piet De Bruyn au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «la représentation de la Belgique à la Banque mondiale» (n° 5-2313).....	13
Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «l'abandon des plans d'austérité sévères pour des programmes pluriannuels» (n° 5-2329)	14
Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «le délai de communication des statistiques relatives aux accidents du travail des administrations publiques au Fonds des accidents du travail» (n° 5-2364).....	17
Demande d'explications de M. Frank Boogaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «l'audit du système Paperless Douanes et Accises» (n° 5-2381)	18
Demande d'explications de M. Bart Laeremans au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «la perception des frais de procédure auprès du Conseil d'État» (n° 5-2387)	19
Demande d'explications de Mme Cécile Thibaut au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «les conventions avec le Grand-Duché de Luxembourg et la France en vue d'éviter la double imposition des travailleurs frontaliers» (n° 5-2406)	21

Inhoudsopgave

Vraag om uitleg van de heer Bart Laeremans aan de staatssecretaris voor Staatshervorming en voor de Regie der gebouwen over «een nieuwe gevangenis in Brussel» (nr. 5-2203)	4
Vraag om uitleg van mevrouw Lieve Maes aan de staatssecretaris voor Staatshervorming en voor de Regie der gebouwen over «de opvolging van het federaal milieucharter vanuit de Regie der gebouwen» (nr. 5-2277)	6
Vraag om uitleg van de heer Piet De Bruyn aan de staatssecretaris voor Staatshervorming en voor de Regie der gebouwen over «de kostprijs van de Europese school in Laken» (nr. 5-2326)	7
Vraag om uitleg van de heer Karl Vanlouwe aan de staatssecretaris voor Staatshervorming en voor de Regie der gebouwen over «de scheefzakking en de renovatie van de Muntschouwburg» (nr. 5-2402).....	10
Vraag om uitleg van de heer Piet De Bruyn aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de Belgische zetel in de bestuursraad van het Internationaal Monetair Fonds» (nr. 5-2312)	12
Vraag om uitleg van de heer Piet De Bruyn aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de Belgische vertegenwoordiging bij de Wereldbank» (nr. 5-2313).....	13
Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «het afzien van de zware besparingsplannen ten voordele van meerjarenprogramma's» (nr. 5-2329)	14
Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de termijn voor het meedelen van statistieken inzake arbeidsongevallen bij openbare besturen aan het Fonds voor arbeidsongevallen» (nr. 5-2364)	17
Vraag om uitleg van de heer Frank Boogaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de audit van het Paperless Douane en Accijnzen-systeem» (nr. 5-2381).....	18
Vraag om uitleg van de heer Bart Laeremans aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de inning van de procedurekosten voor de Raad van State» (nr. 5-2387)	19
Vraag om uitleg van mevrouw Cécile Thibaut aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de overeenkomsten met het Groothertogdom Luxemburg en Frankrijk tot het vermijden van dubbele belasting van de grensarbeiders» (nr. 5-2406)	21

Présidence de Mme Lieve Maes*(La séance est ouverte à 13 h 55.)***Demande d'explications de M. Bart Laeremans au secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles et à la Régie des bâtiments sur «une nouvelle prison à Bruxelles» (n° 5-2203)***M. Bart Laeremans (VB). – Ma question écrite étant restée sans réponse, je l'ai transformée en demande d'explications.**En réponse à diverses demandes d'explications, la ministre de la Justice nous a informés, le 21 octobre 2011, que le Conseil des ministres avait décidé de faire construire une nouvelle prison à Bruxelles.**Je voudrais connaître le contenu précis de cette décision. Quand a-t-elle été prise ? La prison sera-t-elle construite à Haren ? Existe-t-il des alternatives si l'étude de mobilité concernant Haren est négative ? Qui est le propriétaire de l'emplacement de Haren ? Il s'agirait d'un terrain marécageux. Une étude de stabilité a-t-elle été réalisée ? Quel sera le coût supplémentaire de la construction sur ce sous-sol marécageux ?**Après la prison de Saint-Gilles, prévoit-on de rénover également celle de Forest étant donné le manque aigu de capacité et l'accroissement rapide de la population bruxelloise ? Si oui, comment le secrétaire d'État explique-t-il que la capacité pénitentiaire soit étendue en Flandre et en Wallonie et diminuée à Bruxelles ? Jusqu'à la mise en service de l'aile rénovée de Saint-Gilles, il y avait huit cents places à Forest et sept cents à Saint-Gilles. Actuellement, c'est le contraire. Cela fait donc au total 1 500 places disponibles. La nouvelle prison de Haren aurait une capacité de 1 100 places. En fermant les deux vieilles prisons bruxelloises, la capacité en Région bruxelloise diminuerait donc de quatre cents places.**Je ne comprends pas pourquoi la prison rénovée de Saint-Gilles ne peut continuer à être utilisée. Les prisonniers de Forest et de Saint-Gilles déménageront dès que la prison de Haren sera disponible, si bien que la prison de Forest pourra également être rénovée. Pourquoi ce qui est techniquement possible aujourd'hui à Saint-Gilles, ne le serait-il pas demain à Forest ? Comment justifie-t-on une éventuelle diminution de la capacité pénitentiaire à Bruxelles ?**M. Servais Verherstraeten, secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles et à la Régie des bâtiments. – Le gouvernement précédent a prévu de remplacer les prisons de Forest, Saint-Gilles et Berkendael par une nouvelle prison située Witloofstraat à Haren. Cette décision a été entérinée par le Conseil des ministres du 15 décembre 2010. Une concertation a eu lieu et un consensus a été atteint avec les autorités locales et régionales compétentes. Tout le monde s'accorde à dire que la localisation à Haren est la seule à pouvoir entrer en ligne de compte pour la réalisation d'un projet d'une telle ampleur. Celui qui cherche un terrain de 20 ha dans une région aussi densément bâtie que Bruxelles n'a pas beaucoup de choix. Entre-temps, la Régie des bâtiments a***Voorzitter: mevrouw Lieve Maes***(De vergadering wordt geopend om 13.55 uur.)***Vraag om uitleg van de heer Bart Laeremans aan de staatssecretaris voor Staatshervorming en voor de Regie der gebouwen over «een nieuwe gevangenis in Brussel» (nr. 5-2203)***De heer Bart Laeremans (VB). – Ik had deze vraag schriftelijk gesteld, maar omdat het antwoord uitbleef, heb ik ze laten omzetten in een vraag om uitleg.**In antwoord op diverse vragen om uitleg heeft de minister van Justitie op 21 oktober 2011 meegedeeld dat de Ministerraad beslist heeft een nieuwe gevangenis te laten bouwen in Brussel.**Graag had ik vernomen wat die beslissing precies inhoudt. Wanneer werd ze genomen? Zal de gevangenis in Haren gevestigd zijn? Bestaan er alternatieven als de mobiliteitsstudie voor Haren negatief uitvalt? Wie is de eigenaar van de locatie in Haren? Het zou gaan om een waterzieke grond. Is er een stabiliteitsstudie gemaakt? Hoeveel meer zal de bouw op die drassige ondergrond kosten?**Bestaat de mogelijkheid dat, na de gevangenis van Sint-Gillis, ook die van Vorst wordt gerenoveerd, gelet op het grote gebrek aan capaciteit en op de snel groeiende Brusselse bevolking? Zo ja, hoe kan de staatssecretaris dan verklaren dat de gevangenis capaciteit in Vlaanderen en Wallonië wordt uitgebreid en in Brussel wordt verminderd? Tot voor de ingebruikname van de gerenoveerde vleugel in Sint-Gillis waren er achthonderd plaatsen in Vorst en zevenhonderd in Sint-Gillis. Vandaag is dat net omgekeerd. Samen zijn er dus 1500 plaatsen beschikbaar. De nieuwe gevangenis in Haren zou een capaciteit van 1100 plaatsen hebben. Door de oude Brusselse gevangnissen te sluiten zou de capaciteit in het Brussels Gewest dus met vierhonderd plaatsen verminderen.**Ik begrijp niet waarom de gerenoveerde gevangenis van Sint-Gillis niet in gebruik kan blijven. Zodra de gevangenis van Haren beschikbaar is, kunnen de gevangenen van Vorst naar Sint-Gillis verhuizen, zodat ook de gevangenis van Vorst kan worden gerenoveerd. Waarom is wat vandaag technisch mogelijk is in Sint-Gillis, dat morgen niet in Vorst? Hoe verantwoordt de minister een mogelijke vermindering van de gevangenis capaciteit in Brussel?**De heer Servais Verherstraeten, staatssecretaris voor Staatshervorming en voor de Regie der gebouwen. – De vorige regering heeft gepland om de gevangnissen van Vorst, Sint-Gillis en Berkendael te vervangen door een nieuwe gevangenis gelegen aan de Witloofstraat te Haren. Die beslissing werd bekrachtigd door de Ministerraad van 15 december 2010. Er werd overleg gepleegd en overeenstemming bereikt met de bevoegde lokale en regionale overheden. Iedereen is het erover eens dat de locatie te Haren als enige in aanmerking kan komen voor de realisatie van een project van dergelijke omvang. Wie een terrein zoekt van 20 hectare in een zo dicht bebouwd gebied als Brussel heeft maar weinig keuze. Intussen heeft de Regie*

acquis tous les terrains nécessaires au nom et pour le compte de l'État belge.

Une étude du sol a été confiée à la firme bruxelloise Geosonda. Sept essais de sol ont été réalisés et trois carottiers ont été placés pour avoir une vue du sous-sol et de l'état de la nappe phréatique. La surface de la nappe phréatique est située entre 0,9 et 2 mètres de la surface du sol. On peut donc construire sans problèmes. Geosonda recommande des fondations sur pilotis. Les coûts supplémentaires ne sont pas encore connus parce que, dans la phase actuelle, l'entreprise n'a pas encore présenté le volet financier de son projet. On espère que ce sera fait d'ici la fin de l'été ou au début de l'automne.

La ministre de la Justice est compétente en ce qui concerne la politique pénitentiaire et le maintien en service d'une prison existante. Le ministre de l'époque a décidé de déménager la capacité de détention et les équipements annexes des prisons de Forest, Saint-Gilles et Berkendael à Haren. Le conseil des Ministres de l'époque a ratifié cette décision en même temps que le masterplan pour les prisons.

La ministre de la Justice et moi-même avons déclaré ici à plusieurs reprises que le masterplan a été exécuté intégralement et que d'autres prisons situées en Flandre et en Wallonie permettent de soulager les prisons bruxelloises.

M. Bart Laeremans (VB). – *Je n'accuse pas le secrétaire d'État, mais bien l'ensemble du gouvernement d'avoir fait preuve de crispation et d'irrationalité dans ce dossier.*

Nous nous dirigeons à Bruxelles vers une diminution de la capacité de détention qui passera de 1 500 places – dans des cellules toujours plus surpeuplées – à 1 100 places avec un certain nombre de places supplémentaires pour des mineurs. C'est beaucoup trop peu pour une ville à la démographie galopante et des statistiques de criminalité très élevées. Il n'est quand même pas logique d'incarcérer les criminels en Flandre ou en Wallonie où l'on connaît également un manque de capacité.

Le masterplan est trop peu axé sur l'extension et trop sur le remplacement et là où l'on étend, c'est beaucoup plus pour le confort des détenus – un homme par cellule – que pour augmenter la capacité. Si on réalise l'intégralité du masterplan, la capacité passera à 11 000 cellules alors qu'il y a déjà plus de 11 000 détenus à l'heure actuelle.

Afin de pouvoir purger totalement ou en partie les peines prononcées, il faut 15 000 cellules. L'État examine des alternatives comme des maisons d'arrêt et la surveillance par bracelet électronique dont les magistrats n'ont jamais vraiment voulu. Il veut supprimer deux prisons situées près du Palais de justice de Bruxelles et qui sont parfaitement adaptées pour les détentions provisoires et de courte durée. Cela dégage Bruxelles de ses responsabilités.

Si la capacité doit augmenter, c'est dans l'ensemble du pays. Je pense également à l'emploi local et aux éventuels problèmes de sécurité lors des transferts de Haren vers le palais de Justice et des embouteillages dont la police devra tenir compte.

Je demande au secrétaire d'État de revoir le dossier, de

der gebouwen alle nodige terreinen in naam en voor rekening van de Belgische Staat verworven.

Een bodemonderzoek werd uitbesteed aan de Brusselse firma Geosonda. Er werden zeven diepsonderingen uitgevoerd en drie peilbuizen geplaatst om een beeld te krijgen van de ondergrond en van de stand van het grondwater. Het freatisch wateroppervlak ligt tussen de 0,9 en 2 meter onder het bodemoppervlak, zodat zonder problemen kan worden gebouwd. Geosonda beveelt een fundering op palen aan. De exacte meerkosten zijn nog niet gekend omdat in de huidige fase de consortia het financiële luik van hun offerte nog niet hebben ingediend. Verwacht wordt dat ze dat tegen het einde van de zomer of in het begin van het najaar zullen doen.

Voor het gevangenisbeleid en voor de beslissing om een bestaande gevangenis operationeel te houden is de minister van Justitie bevoegd. De toenmalige minister heeft beslist de celcapaciteit en de bijkomende accommodaties van de gevangenen van Vorst, Sint-Gillis en Berkendael te verhuizen en samen te brengen op de locatie te Haren. De toenmalige Ministerraad heeft die beslissing samen met het masterplan voor de gevangenen goedgekeurd.

Zowel de minister van Justitie als ikzelf hebben hier meermaals verklaard dat het masterplan onverkort wordt uitgevoerd en dat andere gevangenen in Vlaanderen en in Wallonië de Brusselse gevangenen mee kunnen helpen ontlasten.

De heer Bart Laeremans (VB). – Ik beschuldig de staatssecretaris niet, maar de regering in haar geheel wrijf ik in dit dossier een zekere verkramptheid en irrationaliteit aan.

We stevenen in Brussel af op een vermindering van de celcapaciteit van 1500 plaatsen – in nog steeds overbevolkte cellen – tot 1100 plaatsen met nog een extra aantal plaatsen voor minderjarigen. Dat is veel te weinig voor een stad in volle bevolkingsexplosie en met zeer hoge criminaliteitscijfers. Het is toch niet logisch om de criminelen dan maar op te sluiten in Vlaanderen of in Wallonië, waar men ook met een gebrek aan capaciteit heeft af te rekenen.

Het masterplan is te weinig gericht op uitbreiding en te veel op vervanging en waar er uitgebreid wordt, is dat veel meer voor het comfort van de gedetineerden – één man in één cel – dan voor extra capaciteit. Als het hele masterplan verwezenlijkt is, zal de capaciteit 11 000 cellen bedragen, terwijl er nu al meer dan 11 000 gedetineerden zijn.

Om de uitgesproken straffen volledig of ten dele te kunnen uitvoeren, is er nood aan 15 000 cellen. De overheid mikt nu op alternatieven als huisarrest en elektronisch toezicht met enkelbanden, maar de magistraten hebben dat nooit echt gewild. Ze wil twee gevangenen afschaffen die vlakbij het Brusselse justitiepaleis liggen en die uitstekend geschikt zijn voor voorlopige hechtenissen en korte arresten. Zo wordt de verantwoordelijkheid van Brussel onder de mat geveegd.

Als de capaciteit moet groeien, dan moet ze over heel het land groeien. Ik denk ook aan de plaatselijke werkgelegenheid en aan de mogelijke veiligheidsproblemen bij transfers uit Haren naar het justitiepaleis door de files waarmee de politie krijgt af te rekenen.

Ik vraag de staatssecretaris om het dossier te herbekijken en ervoor te zorgen dat de gerenoveerde gevangenis van

veiller à ce que la prison rénovée de Saint-Gilles soit maintenue en activité et à ce que la prison de Forest soit également rénovée. Si tel n'est pas le cas, les travaux à Saint-Gilles auront été réalisés en pure perte. L'argent dépensé pour la rénovation de Forest sera utile à la sécurité, problème numéro un à Bruxelles.

(M. Piet De Bruyn, prend place au fauteuil présidentiel.)

Demande d'explications de Mme Lieve Maes au secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles et à la Régie des bâtiments sur «le suivi de la charte environnementale fédérale par la Régie des Bâtiments» (n° 5-2277)

Mme Lieve Maes (N-VA). – Sur le site web de la Régie des bâtiments, il est fait référence à la Charte environnementale fédérale du 1^{er} août 2002. La Régie s'engage à appliquer cette charte. Sous la mention « actions propres à la Régie des bâtiments » quatre éléments sont énumérés : le tri des déchets de démolition et de construction ; l'utilisation de matériaux recyclés dans les nouvelles constructions ; l'utilisation rationnelle de l'énergie et de l'eau dans les bâtiments occupés par les administrations fédérales ; la qualité de l'air et la limitation des nuisances sonores. Cette charte a déjà dix ans.

Que fait la Régie pour appliquer cette charte ? Des objectifs sont-ils prévus chaque année ?

Comment les réalisations sont-elles mesurées ?

Réalise-t-on des évaluations pour vérifier si l'on suit le schéma ou si des adaptations sont nécessaires ? Dans l'affirmative, à quel rythme ?

Comment, quand et à qui les progrès réalisés sont-ils soumis ?

Qui en est responsable au sein de la Régie ? Cette ou ces personnes sont-elles évaluées à ce sujet ?

M. Servais Verherstraeten, secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles et à la Régie des bâtiments. – Les aspects relatifs à la charte et au développement durable en général concernent diverses branches de la construction : l'architecture, les techniques spéciales, etc. La Régie des bâtiments appréhende cela de deux manières.

Dans la première approche, on opte pour un système de certification agréé en matière de développement durable et une organisation est chargée d'une mission de certification. Celle-ci s'occupe d'encadrer le lancement du projet de construction et, le cas échéant, l'exécution des études depuis le stade de l'esquisse. Il existe plusieurs systèmes de certification qui sont reconnus comme normes au niveau européen et même international. Chaque système présente des caractéristiques spécifiques sur le plan de l'attribution des points et de l'encadrement. Il convient d'obtenir un très bon score sur l'échelle de scores du système en question.

La deuxième approche, qui n'exclut pas qu'un label de certification agréé soit accordé selon la première approche, se réfère au schéma du développement durable de la Régie

Sint-Gillis in gebruik blijft en dat ook Vorst wordt gerenoveerd. Zo niet waren de werken in Sint-Gillis maar kosten op het sterfhuis. Het geld voor de renovatie van Vorst zal nuttig besteed zijn, want het komt ten goede aan de veiligheid, probleem nummer één in Brussel.

(Voorzitter: de heer Piet De Bruyn.)

Vraag om uitleg van mevrouw Lieve Maes aan de staatssecretaris voor Staatshervorming en voor de Regie der gebouwen over «de opvolging van het federaal milieucharter vanuit de Regie der gebouwen» (nr. 5-2277)

Mevrouw Lieve Maes (N-VA). – Op de website van de Regie der gebouwen wordt verwezen naar het Federaal Milieucharter van 1 augustus 2002. De Regie verbindt zich ertoe om dit charter toe te passen. Onder 'acties eigen aan de Regie der gebouwen' staan vier elementen opgesomd: sorteren van afbraak- en bouwafval; aanwending van gerecycleerde materialen voor nieuwe constructies; rationeel gebruik van energie en water in de gebouwen waarin de federale administraties gehuisvest zijn; luchtkwaliteit en beperking van de geluidshinder. Dit charter is al tien jaar oud.

Wat doet de Regie om dit charter toe te passen? Worden er jaarlijkse doelstellingen gemaakt?

Hoe worden de realisaties gemeten?

Gebeuren er evaluaties om na te gaan of men op schema zit, dan wel of er bijstellingen nodig zijn? Zo ja, hoe vaak?

Hoe, wanneer en aan wie wordt de gemaakte vooruitgang gerapporteerd?

Wie is hiervoor verantwoordelijk binnen de organisatie van de Regie? Wordt deze persoon of worden deze personen hierover geëvalueerd?

De heer Servais Verherstraeten, staatssecretaris voor Staatshervorming en voor de Regie der gebouwen. – De aspecten die verband houden met het Charter en met de duurzame ontwikkeling in het algemeen hebben betrekking op allerlei takken van het bouwbedrijf, de architectuur, speciale technieken enzovoort. De Regie der gebouwen pakt dit op twee manieren aan.

In de eerste aanpak wordt een systeem van erkende certificering inzake duurzame ontwikkeling gekozen en wordt er een organisatie belast met een certificeringsopdracht, die dan instaat voor de begeleiding bij het opzetten van het bouwproject en, in voorkomend geval, bij de uitvoering van de studies vanaf het stadium van de schets. Er bestaan meerdere certificeringssystemen die als norm erkend zijn op Europees en zelfs of internationaal niveau. Elk systeem heeft zijn specifieke kenmerken inzake puntentoekenning en begeleiding. Het komt erop aan om een zeer goede score te behalen in de scoreschaal van het bewuste systeem.

De tweede aanpak, die niet uitsluit dat er een erkend certificeringslabel wordt toegekend volgens de eerste aanpak,

des bâtiments. Ce schéma constitue une synthèse des exigences en matière de développement durable et des prescriptions devant être respectées lors des travaux de construction ou de rénovation. Un chapitre est consacré à ce schéma dans le cahier des charges de performances, l'ancien cahier des charges 110, de la Régie des bâtiments. Ce schéma a par exemple servi de point de départ à la réflexion dans le cadre des projets de nouvelles prisons.

Certains paramètres sont parfois difficiles à exprimer en chiffres précis. C'est le cas pour la quantification globale des matériaux cités dans les deux premiers points, à savoir les déchets de démolition et de construction. Dans le cadre de la nouvelle demande de certification EMAS (Eco-Management and Audit Scheme), la Régie des bâtiments essaiera, comme pour toutes ses activités, de définir des indicateurs. D'autres paramètres, comme la consommation énergétique des bâtiments, sont plus faciles à exprimer en chiffres.

La Régie des bâtiments a conçu un logiciel IES pour exécuter de telles mesures. Elle améliorera constamment ce logiciel de manière à ce qu'il puisse être mis à la disposition des SPF et à ce que, conjointement avec Fedesco et les SPP, de nouvelles fonctions et applications puissent être développées.

La Régie des bâtiments n'a pas attendu la charte pour imposer et promouvoir des exigences strictes en matière de contrôle de la qualité de l'air et de l'acoustique. Des prescriptions types ont été établies et sont régulièrement adaptées pour répondre aux exigences réglementaires. C'est la Régie des bâtiments qui a conçu le cahier des charges type 105, un document devenu une référence en matière de HVAC (Heating Ventilation, Air conditioning).

L'objectif est d'établir une fois par an un bilan des applications concrètes des procédures développées dans le cadre de l'EMAS. Il sera communiqué au comité de direction de la Régie des bâtiments, qui définira les adaptations nécessaires et les priorités.

À la Régie des bâtiments, l'ingénieur responsable de la cellule Développement durable est chargé de la promotion et la coordination des actions précitées. Il est évalué sur la base des actions concrètes qu'il a entreprises et de son expérience.

(M. Ahmed Laaouej prend place au fauteuil présidentiel.)

Mme Lieve Maes (N-VA). – Ce bilan n'est donc pas encore établi, mais il est prévu. Lors d'une visite à la Régie des bâtiments, on n'a pas pu répondre à ma question portant sur ce sujet aussi facilement que le secrétaire d'État aujourd'hui.

Demande d'explications de M. Piet De Bruyn au secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles, et à la Régie des bâtiments sur «le coût de l'école européenne à Laeken» (n° 5-2326)

M. Piet De Bruyn (N-VA). – Je reviens sur la construction de l'École européenne à Laeken, dont la presse s'est fait largement l'écho. Le fait que les entités fédérées soient responsables de l'enseignement ne nous pose naturellement

verwijst naar het stramien voor duurzame ontwikkeling van de Regie der gebouwen. Dit stramien vormt een synthese van de eisen inzake duurzame ontwikkeling en de voorschriften die toegepast moeten worden bij de bouw- of renovatiewerken. Er wordt aan dit stramien een specifiek hoofdstuk gewijd in het performantiebestek, het vroegere bestek 110, van de Regie der gebouwen. Dit stramien diende bijvoorbeeld als uitgangspunt bij het denkwerk in het kader van de projecten voor de nieuwe gevangenissen.

Sommige parameters zijn soms moeilijk in exacte cijfers uit te drukken. Dat is het geval voor de globale kwantificering van de materialen die opgesomd worden in de eerste twee punten, het afbraak- en bouwafval. In het kader van de volgende aanvraag tot EMAS-certificatie zal de Regie der gebouwen, zoals voor al haar activiteiten, proberen indicatoren te definiëren. Andere parameters, zoals het energieverbruik van de gebouwen, zijn gemakkelijker in cijfers uit te drukken.

De Regie der gebouwen heeft een IES-software ontwikkeld om dergelijke metingen uit te voeren. De Regie der gebouwen zal de IES-software continu verbeteren zodat hij ter beschikking kan worden gesteld van de FOD's en zodat er samen met Fedesco en de POD's nieuwe functies en toepassingen kunnen worden ontwikkeld.

De Regie der gebouwen heeft niet op het Charter gewacht om strenge eisen vast te leggen en te promoten inzake de controle van de luchtkwaliteit en de akoestiek. Er werden typevoorschriften opgemaakt die regelmatig bijgewerkt worden om te beantwoorden aan de reglementaire eisen. Het was de Regie der gebouwen die het typebestek 105 heeft uitgewerkt, een document dat is uitgegroeid tot een referentie inzake HVAC.

Het is de bedoeling om eens per jaar een balans te maken van de concrete toepassing van de procedures die ontwikkeld worden in het kader van EMAS. Dat zal worden meegedeeld aan het directiecomité van de Regie der gebouwen, dat de nodige aanpassingen en prioriteiten zal definiëren.

De ingenieur verantwoordelijk voor de cel Duurzame Ontwikkeling staat bij de Regie der gebouwen in voor het bevorderen en coördineren van de voormelde acties. Hij wordt geëvalueerd op basis van de concrete acties die hij heeft ondernomen en op basis van zijn ervaring.

(Voorzitter: de heer Ahmed Laaouej.)

Mevrouw Lieve Maes (N-VA). – Die balans is dus nog niet in werking, maar wordt wel in het vooruitzicht gesteld. Tijdens een bezoek aan de Regie der gebouwen kon men mijn vraag hierover niet zo vlot beantwoorden als de staatssecretaris vandaag.

Vraag om uitleg van de heer Piet De Bruyn aan de staatssecretaris voor Staatshervorming en voor de Regie der gebouwen over «de kostprijs van de Europese school in Laken» (nr. 5-2326)

De heer Piet De Bruyn (N-VA). – Ik kom nog even terug op de bouw van de Europese school in Laken, waarover in de pers al veel te doen was. Wij hebben er uiteraard geen probleem mee dat de deelstaten verantwoordelijk zijn voor

aucun problème et nous estimons qu'il doit continuer à en être ainsi.

Nous comprenons également très bien qu'à Laeken, il s'agit d'une mise à disposition de bâtiments relevant de nos obligations européennes. Ce principe ne nous dérange nullement. Je ne vais pas non plus établir une comparaison entre le coût moyen d'une école en Flandre et celui d'une école en Wallonie.

J'attire l'attention sur le coût total pour l'État belge : 100 millions d'euros ce n'est pas rien. Vu la construction réalisée à Laeken, nous allons instinctivement nous pencher sur les besoins de l'enseignement en général et les budgets étriqués octroyés à la plupart des écoles. On aurait peut-être pu dépenser un montant inférieur à 100 millions, sans manquer à nos obligations et sans nuire à la qualité, uniquement avec un projet un peu moins prestigieux.

Le secrétaire d'État estime-t-il justifié, dans un contexte financier difficile, de consacrer 100 millions d'euros à la construction d'une école européenne ?

Peut-il confirmer que l'Europe a encore demandé la construction d'une école européenne supplémentaire, ce que j'ai appris par la presse ? Dans l'affirmative, peut-il donner des précisions à ce sujet, surtout concernant les coûts ?

M. Bart Laeremans (VB). – *Nous sommes également très critiques vis-à-vis de l'eupéanisation rapide de Bruxelles et des larges facilités offertes à une catégorie bien précise d'Européens. Il saute aux yeux que d'autres groupes de population reçoivent beaucoup moins.*

L'école de Laeken est effectivement un projet super-luxe. Je comprends que l'on cherche une autre destination à l'École des cadets et il n'est pas illogique qu'une école reste une école. La rénovation ne me pose aucun problème. Je m'interroge toutefois au sujet des constructions annexes, de l'ampleur du chantier et de l'approche extrêmement moderniste.

J'ai lu que l'école accueillait également des personnes n'ayant aucun lien avec les institutions de l'Union européenne, de simples habitants de notre pays ou d'un autre pays. Elles pourraient fréquenter cette école moyennant paiement. Cela me préoccupe car nous évoluons ainsi vers un système de castes, des allophones venant habiter dans nos contrées et ne devant faire aucun effort pour s'intégrer. Ils peuvent fréquenter une école européenne moyennant paiement, de sorte qu'ils ne doivent pas apprendre le néerlandais.

Les conditions d'accès à l'école de Laeken sont-elles différentes de celles qui s'appliquent aux autres écoles européennes du pays ? Chaque habitant du pays peut-il fréquenter une école européenne ou y a-t-il des restrictions ?

M. Servais Verherstraeten, *secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles et à la Régie des bâtiments.* – *La Régie des bâtiments intervient dans le cadre de la convention portant statut des écoles européennes, dont l'article 33 a été ratifié par les États membres conformément à leurs dispositions constitutionnelles respectives. En vertu de l'article 31, chaque partie contractante peut résilier la convention par une notification écrite au gouvernement luxembourgeois. En vertu de l'article 2, le conseil d'administration des écoles*

het onderwijs en we vinden ook dat het zo moet blijven.

We beseffen ook heel goed dat het in Laken gaat over een terbeschikkingstelling van gebouwen, die voortvloeit uit onze Europese verplichtingen. Met dat principe hebben we geen enkel probleem. Ik ga ook geen vergelijkingen maken van gemiddelden van de kostprijs van een school in Vlaanderen en een school in Wallonië.

Ik focus wel op het totale kostenplaatje voor de Belgische overheid: 100 miljoen euro is niet weinig. Gelet op de constructie die in Laken wordt neergezet, gaat men onwillekeurig kijken naar de onderwijsnoden in het algemeen en de krappe budgetten die voor de meeste scholen gelden. Misschien had het ook met wat minder dan 100 miljoen gekund, zonder te kort te komen aan onze verplichtingen en zonder in te boeten op kwaliteit, alleen met iets minder prestige.

Vindt de staatssecretaris het verantwoord dat 100 miljoen euro wordt uitgetrokken voor de bouw van een Europese school in een precaire financiële context?

Kan de staatssecretaris bevestigen dat Europa gevraagd heeft nog een bijkomende Europese school te bouwen, wat ik via de pers vernomen heb? Zo ja, kan hij daarover verduidelijking geven, vooral met betrekking tot het kostenplaatje?

De heer Bart Laeremans (VB). – Ook wij zijn heel kritisch ten opzichte van de snelle Europeanisering van Brussel en de uitgebreide faciliteiten die gegund worden aan een bepaalde groep Europeanen. Het steekt toch wat de ogen uit dat andere bevolkingsgroepen veel minder krijgen.

De school in Laken is inderdaad een super- de-luxe project. Ik begrijp dat voor de cadettenschool een nieuwe bestemming werd gezocht. Het is niet onlogisch dat een school een school blijft. Met de verbouwing heb ik geen probleem. Ik heb wel wat bedenkingen bij wat er allemaal is bijgebouwd, bij de omvang en de uiterst modernistische aanpak.

Ik heb gelezen dat de school ook open staat voor mensen die niets te maken hebben met de instellingen van de Europese Unie, maar gewoon inwoners zijn van ons land of een ander land. Ze zouden tegen betaling naar die school kunnen gaan. Dat boezemt mij vrees in, want zo evolueren we naar een kastensysteem, waarbij in onze streek anderstaligen komen wonen die geen enkele moeite moeten doen om zich te integreren. Tegen betaling kunnen ze naar een Europese school gaan, zodat ze geen Nederlands hoeven te leren.

Zijn de toegangsregels voor de school in Laken anders dan voor de overige Europese scholen in het land? Kan elke inwoner van het land naar de Europese scholen of zijn er beperkingen?

De heer Servais Verherstraeten, *staatssecretaris voor Staatshervorming en voor de Regie der gebouwen.* – *De Regie der gebouwen treedt op in het kader van het verdrag houdende het statuut van de Europese scholen, waarvan artikel 33 door de lidstaten bekrachtigd werd overeenkomstig hun respectieve grondwettelijke bepalingen. Elke verdragsluitende partij kan luidens artikel 31 het verdrag opzeggen door een schriftelijke kennisgeving aan de Luxemburgse regering. Luidens artikel 2 kan de raad van*

européennes peut décider, à l'unanimité, de construire de nouvelles écoles. Il fixe le lieu d'établissement en concertation avec l'État membre accueillant. Avant l'ouverture d'une nouvelle école sur le territoire d'un État membre, un accord doit être conclu entre le conseil d'administration et l'État membre accueillant sur la mise à disposition gratuite de locaux adaptés aux besoins de la nouvelle école et leur entretien. Après l'école de Luxembourg, décidée en 1953, la première école européenne dans notre pays a été créée à Bruxelles en 1958, suivie en 1960 par celle de Mol. La deuxième école bruxelloise a été créée en 1974, la troisième en 1999 et pour la quatrième, dont il est question ici, un accord a été conclu avec le gouvernement de l'époque en 2007.

Dans l'attente de la rénovation de l'école des cadets à Laeken, un hébergement limité et temporaire a été trouvé à l'école de Berkendael.

Le coût de la rénovation du site de l'école des cadets s'élève à quatre-vingt-huit millions d'euros en ce compris la TVA, les révisions et décomptes. Il s'agit en effet d'un projet prestigieux qui a fait l'objet d'un accord en 2007. Dans cet accord, il a été tenu compte de la politique du siège, du rayonnement de Bruxelles en tant que capitale de l'Europe et de la revalorisation du patrimoine existant des pouvoirs publics. La Régie des bâtiments met tout en œuvre pour permettre la réception, dans les limites du budget accordé, d'ici la prochaine année scolaire. Le 2 mai, lors de de ma visite du chantier, j'ai pu constater que nous étions dans les délais. J'ai hérité des dossiers des précédents gouvernements. Le projet en cours de réalisation était quasiment prêt lorsque je suis entré en fonction en tant que secrétaire d'État. C'est en effet un projet assez luxueux mais il maintient en l'état le patrimoine. Sans ce projet, l'ancienne école des cadets risquait de se délabrer complètement. Du point de vue du développement durable, il s'agit d'un excellent travail.

Pour ce qui concerne une éventuelle cinquième école européenne, je renvoie à la procédure précitée de l'article 2 du traité. La demande doit être adressée par le conseil d'administration de l'école européenne au gouvernement de l'État membre concerné. Comme toujours, la Régie des bâtiments s'efforcera de réaliser loyalement les programmes de besoins validés. Ces besoins doivent obtenir un consensus au sein du conseil d'administration des écoles européennes et ensuite au sein du gouvernement. Le budget à dépenser doit également faire l'objet d'un consensus. La Régie des bâtiments n'est que le facilitateur des décisions du gouvernement. Pour ce qui concerne la problématique des écoles, c'est le premier ministre qui est compétent pour répondre aux demandes de l'Union européenne.

Monsieur Laeremans, je n'étais pas préparé à répondre à votre question mais mon collaborateur confirme que les enfants belges peuvent fréquenter une école européenne. Je m'informerai du coût auprès du ministre compétent et je vous ferai parvenir la réponse.

M. Piet De Bruyn (N-VA). – *Je remercie le secrétaire d'État pour sa réponse circonstanciée qui a notamment retracé l'histoire de la création des écoles européennes. Je suis conscient que la décision de la construction de l'école à Laeken date de 2007, une époque où le contexte budgétaire était moins difficile qu'actuellement. De toute évidence, on a*

bestuur van de Europese scholen met eenparigheid van stemmen een besluit nemen over de oprichting van de nieuwe scholen. Hij stelt de vestigingsplaats vast in overleg met de ontvangende lidstaat. Vooraleer de nieuwe school op het grondgebied van een lidstaat wordt geopend, moet een overeenkomst worden gesloten tussen de raad van bestuur en de ontvangende lidstaat over de gratis terbeschikkingstelling en het onderhoud van aan de behoeften van de nieuwe school aangepaste lokalen. Na de school van Luxemburg, waartoe in 1953 werd besloten, werd de eerste Europese school in ons land opgericht in 1958 te Brussel, in 1960 gevolgd door de school te Mol. De tweede Brusselse school werd opgericht in 1974, de derde in 1999, en voor de vierde, waarvan hier sprake, werd door de toenmalige regering een akkoord bereikt in 2007.

In afwachting van de renovatie van de cadettenschool te Laken werd een beperkt en tijdelijk onderkomen gevonden in de school van Berkendael.

De kostprijs voor de renovatie van de site van de cadettenschool bedraagt 88 miljoen euro, inclusief btw, herzieningen en verrekeningen. Het gaat inderdaad om een prestigieus project waarover in 2007 een akkoord werd bereikt. Bij het akkoord werd rekening gehouden met de zetelpolitiek, de uitstraling van Brussel als hoofdstad van Europa en met de herwaardering van een bestaand patrimonium van de overheid. De Regie der gebouwen doet er alles aan om binnen het toegemeten budget de oplevering mogelijk te maken tegen volgend schooljaar. Tijdens mijn bezoek aan de werken op 2 mei heb ik vastgesteld dat we op schema zijn. Ik ben rechtsopvolger van de voorgaande regeringen. Het project was in uitvoering en was al bijna klaar toen ik ben aangetreden als staatssecretaris. Het is inderdaad een nogal luxueus project, maar het houdt het patrimonium in stand. Zonder dat project dreigde de oude cadettenschool helemaal te verloederen. Ook op het vlak van duurzame ontwikkeling wordt er heel goed gepresteerd.

Wat de behoefte aan een eventuele vijfde Europese school betreft, verwijs ik naar de genoemde procedure van artikel 2 van het verdrag. De vraag moet door de raad van bestuur van de Europese school aan de regering van de betrokken lidstaat worden gericht. Zoals steeds zal de Regie der gebouwen loyaal de gevalideerde behoefteprogramma's proberen te realiseren. Voor de behoeften is een consensus nodig binnen de raad van bestuur van de Europese scholen en vervolgens binnen de regering. Ook over het te spenderen budget moet een consensus worden bereikt. De Regie der gebouwen is alleen maar facilitator van de regeringsbeslissing. Wat de scholenproblematiek betreft, is de premier bevoegd om te antwoorden op de vragen van de EU.

Collega Laeremans, ik was niet voorbereid op de vraag, maar mijn medewerker bevestigt dat Belgische kinderen naar een Europese school kunnen. Over het kostenplaatje zal ik navraag doen bij de bevoegde collega en vragen dat het antwoord wordt meegegeeld.

De heer Piet De Bruyn (N-VA). – Ik dank de staatssecretaris voor zijn uitgebreide antwoord waarin hij ook de historiek heeft gegeven van de totstandkoming van de Europese scholen die we nu al hebben. Ik heb begrepen dat de beslissing voor de bouw van de school in Laken al in 2007 werd genomen, toen de budgettaire context er niet zo moeilijk

opté à ce moment-là pour un projet prestigieux, avec le coût que cela implique.

J'ai bien noté qu'il s'agit d'une décision politique et que la Régie des bâtiments n'est que le facilitateur de la décision du gouvernement. Au moment opportun, nous rappellerons notre point de vue au premier ministre, à savoir que la sobriété n'est pas incompatible avec un enseignement efficace.

Demande d'explications de M. Karl Vanlouwe au secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles et à la Régie des bâtiments sur «l'affaissement et la rénovation du Théâtre de la Monnaie» (n° 5-2402)

M. Karl Vanlouwe (N-VA). – L'histoire du Théâtre de la Monnaie à Bruxelles couvre déjà trois cents ans. Pendant cette longue période, ce magnifique bâtiment fut le témoin des régimes autrichien, français et néerlandais auxquels furent soumis les Pays-Bas et fut – je dirais malheureusement – au cœur du déclenchement de la révolution belge de 1830. L'opéra fut reconstruit après avoir été détruit par un incendie en 1855. Lors des importants travaux de transformation dans les années 1980, le bâtiment fut rehaussé d'un volume supplémentaire et muni d'une nouvelle cage de scène. Enfin, de 2003 à 2007, la Régie des bâtiments a réalisé d'importants travaux de restauration dans la salle de spectacle elle-même. Entre-temps, le directeur général de la Monnaie, Peter De Caluwe, plaide pour le financement d'un nouveau masterplan de 25 millions d'euros afin de doter le bâtiment d'une liaison par tunnel avec les ateliers et d'en rénover les façades. Le week-end dernier, la place de la Monnaie complètement rénovée a été inaugurée solennellement.

Il est toutefois préoccupant que ce magnifique bâtiment de l'opéra s'affaisse. Depuis un certain temps déjà, on peut constater que les murs extérieurs du Théâtre de la Monnaie sont en surplomb de plusieurs dizaines de centimètres du côté de la rue des Princes. Parmi les causes possibles figurent les importants travaux de transformation des années 1980, lorsque le bâtiment fut rehaussé d'un volume supplémentaire. L'aménagement de la station de métro De Brouckère pourrait aussi être en cause. La ligne de métro qui passe du côté sud du bâtiment fut créée en 1969, lorsqu'il n'était encore question que d'un pré-métro. Entre-temps, des centaines de rames de métro y circulent chaque jour.

Le secrétaire d'État est-il au courant de l'affaissement du Théâtre de la Monnaie ? Quand celui-ci a-t-il commencé ? S'aggrave-t-il encore ? Les travaux cités en sont-ils la cause ?

Quelle influence ce problème peut-il avoir sur le fonctionnement du bâtiment de l'opéra ? Faudra-t-il le fermer ou est-il possible de le rénover ? Quelles initiatives la Régie des bâtiments a-t-elle prises pour stopper cet affaissement ?

Le gouvernement s'est-il engagé à financer également le nouveau masterplan qui prévoit une meilleure sécurité, la rénovation des façades et la construction d'un tunnel vers les ateliers ?

uitzag, alleszins minder dan nu. Zeker is wel dat toen gekozen is voor een bijzonder prestigieus project, met het daarbij horende kostenplaatje.

Ik heb begrepen dat het een politieke beslissing is en dat de Regie der gebouwen maar facilitator is van de regeringsbeslissing. We zullen de premier op tijd en stond herinneren aan ons standpunt, namelijk dat het wat ons betreft best soberder kan, zonder in te boeten op efficiënt onderwijs.

Vraag om uitleg van de heer Karl Vanlouwe aan de staatssecretaris voor Staatshervorming en voor de Regie der gebouwen over «de scheefzakking en de renovatie van de Muntshouwborg» (nr. 5-2402)

De heer Karl Vanlouwe (N-VA). – De geschiedenis van de Muntshouwborg in Brussel bestrijkt reeds driehonderd jaar. In die lange periode was het prachtige operagebouw getuige van de Oostenrijkse, Franse en Nederlandse bewindvoerders in de Lage Landen en vormde het de kiem van de Belgische revolutie van 1830 – jammer genoeg, zou ik zeggen. Na een verwoestende brand in 1855 werd het heropgebouwd. Bij de grote verbouwingen in de jaren 1980 kreeg het operagebouw een nieuwe bovenbouw en een nieuwe toneeltoren. Ten slotte voerde de Regie der gebouwen van 2003 tot 2007 belangrijke restauratiewerken uit in de theaterzaal zelf. Ondertussen pleit algemeen directeur van de Munt Peter De Caluwe voor de financiering van een nieuw masterplan van 25 miljoen euro om het operagebouw te voorzien van een tunnelverbinding met de ateliers en om de gevels te renoveren. Ook het Muntplein vóór de schouwborg werd onlangs volledig gerenoveerd en het voorbije weekend plechtig opengesteld.

Zorgwekkend is echter dat het prachtige operagebouw scheefzakt. Al enige tijd kunnen we vaststellen dat de buitenmuren van de Muntshouwborg aan de kant van de Prinsenstraat enkele tientallen centimeters overhellen. Een mogelijke oorzaak is de grote verbouwing van de jaren 1980, toen de Munt een nieuwe bovenbouw kreeg. Ook de aanleg van het metrostation De Brouckère kan een invloed hebben. De metrolijn loopt aan de zuidkant van het operagebouw en werd in 1969 aangelegd, toen er nog maar sprake was van een premetro. Ondertussen rijden er per dag echter een honderdtal metrostellen door.

Is de staatssecretaris op de hoogte van de scheefzakking van de Muntshouwborg? Wanneer is dat begonnen en wordt het nog steeds erger? Liggen de zaken die ik heb aangehaald, effectief aan de basis ervan?

Welke effect kan het probleem hebben op het functioneren van het operagebouw? Moet het gebouw worden gesloten of kan het worden gerenoveerd? Welke initiatieven heeft de Regie der gebouwen genomen om verdere scheefzakking tegen te gaan?

Heeft de regering zich geëngageerd om ook het nieuwe masterplan te financieren dat voorziet in een verbeterde veiligheid, de vernieuwing van de gevels en de bouw van een tunnel naar de ateliers?

M. Servais Verherstraeten, *secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles et à la Régie des bâtiments.* – *Le problème de l'affaissement du Théâtre royal de la Monnaie était déjà connu à l'époque de la fin du 19^e et du début du 20^e siècle. Lors de la planification de l'extension en 1905, des forages de reconnaissance furent effectués. Le 21 novembre 1905, les constats de Rutot furent communiqués à l'administration de la ville par l'ingénieur en chef des travaux publics, Jules-Emmanuel Putzeys.*

« Je constate le mauvais état du terrain sur lequel est établi le théâtre, le bon sol ne se rencontrant qu'à 11 mètres et à 16,40 mètres à partir du pavage. »

Lors des importants travaux de transformation de la cage de scène, en 1985-1986, de nouveaux forages ont été effectués pour déterminer la stratification du sous-sol. En raison des nombreux travaux de construction réalisés depuis le début du 20^e siècle sur et autour de la place de la Monnaie, on présupait que les forages de Rutot n'étaient plus actuels. On a constaté que la couche aquifère se situait à 50 cm à peine sous le troisième sous-sol et que les murs n'avaient pratiquement plus de fondation. Là où il y en avait, les grilles de fondation en bois datant du 19^e siècle reposaient directement sur la couche de tourbe et étaient en grande partie pourries. Cette pourriture fut causée par le pompage de la couche aquifère lors de la construction de la poste à la place de la Monnaie, du parking situé sous cette place, de la CGER rue Fossé aux Loups et des tunnels de métro sous la rue de l'Écuyer. Au cours des travaux des années 1980, les fondations furent restaurées et consolidées. La structure portante de la nouvelle cage de scène repose sur des piliers dont la fondation est indépendante des murs du bâtiment existant. Grâce à ces travaux de consolidation, le bâtiment a cessé de s'affaisser. Actuellement, la Régie des bâtiments ne doit donc plus prendre d'initiatives à ce sujet.

Dans le masterplan, il est fait mention, entre autres, de l'amélioration de la sécurité, de la restauration des façades et de la construction d'un tunnel vers les ateliers. Ce masterplan est pluriannuel. Chaque année, les moyens nécessaires provenant du fonds d'investissements de la Régie des bâtiments sont mis à disposition et complétés, le cas échéant, par des moyens de Beliris. En cette période de prudence budgétaire, la réalisation concrète par contrat est soumise au gouvernement. Comme pour l'École européenne, la Régie des bâtiments est également facilitateur. Un plan des besoins est établi en accord avec le ministre compétent. Rien ne sera construit ou transformé sans l'approbation du ministre compétent pour la Monnaie.

M. Karl Vanlouwe (N-VA). – *J'ai bien noté que la situation est consolidée et que des travaux de rénovation ou des projets complémentaires ne sont pas nécessaires pour combattre l'affaissement. Il est malgré tout inquiétant de pouvoir constater de visu que le bâtiment s'est affaissé. Des réflexions critiques à ce sujet sont aussi apparues dans la presse.*

(La séance, suspendue à 14 h 30, est reprise à 15 h 05.)

De heer Servais Verherstraeten, staatssecretaris voor Staatshervorming en voor de Regie der gebouwen. – De problematiek van de scheefzakking van de Koninklijke Muntshouwborg was eind negentiende, begin twintigste eeuw al bekend. Bij het plannen van de uitbreiding in 1905 werden proefboringen uitgevoerd. Op 21 november 1905 rapporteerde de hoofdingenieur der openbare werken, Jules-Emmanuel Putzeys, de bevindingen van Rutot aan het stadsbestuur.

Die kwamen erop neer dat het theater op slechte grond was gebouwd en dat er pas goede grond werd aangetroffen op 11 meter diepte, hetzij op 16,40 meter van het straatniveau.

Bij de grote verbouwing van de toneeltoren in de jaren 1985-1986 werden in en om het gebouw nieuwe sonderingen uitgevoerd om de stratificatie van de ondergrond te bepalen. Door de vele bouwwerken die sinds het begin van de twintigste eeuw op en rond het Muntplein waren uitgevoerd, vermoedde men dat de boringen van Rutot niet meer actueel waren. Er werd vastgesteld dat de waterhoudende laag op amper 50 cm onder de derde ondervloer lag en dat de muren haast niet meer gefundeerd waren. Waar er wel funderingen waren, rustten de houten funderingsroosters uit de negentiende eeuw bijna direct op de turflaag en waren ze grotendeels verrot. Die verrotting was te wijten aan het leegpompen van de waterhoudende laag bij het bouwen van het postkantoor op het Muntplein, de parkeergarage onder het Muntplein, de ASLK aan de Wolvengracht en de metrotunnels onder de Schildknaapstraat. Tijdens de werken in de jaren 1980 werden de funderingen hersteld en geconsolideerd. De draagstructuur van de nieuwe toneeltoren rust op pijlers die onafhankelijk van de muren van het bestaande gebouw werden gefundeerd. Dankzij deze consolidatiewerken zakt het gebouw niet verder weg en moet de Regie der gebouwen bijgevolg op het ogenblik geen initiatieven meer nemen.

In het masterplan staan onder andere de verbetering van de veiligheid, de restauratie van de gevels en het bouwen van een tunnel met de ateliers vermeld. Het masterplan is een meerjarenplan. Elk jaar worden de nodige middelen ter beschikking gesteld uit het investeringsfonds van de Regie der gebouwen en desgevallend aangevuld met middelen van Beliris. In deze periode van budgettaire behoedzaamheid wordt de concrete uitvoering per contract aan de regering voorgelegd. Ook hier, net zoals voor de Europese school, is de Regie der gebouwen eveneens facilitator en wordt het behoefteplan voor een deel opgemaakt in samenspraak met de bevoegde minister. We zullen niets bouwen of verbouwen zonder de goedkeuring van de minister die bevoegd is voor de Munt.

De heer Karl Vanlouwe (N-VA). – Ik noteer dat de situatie geconsolideerd is en dat er geen renovatie of bijkomende projecten nodig zijn om de verdere scheefzakking tegen te gaan. De situatie lijkt nochtans een beetje onrustwekkend, want iedereen kan werkelijk zien dat het gebouw is scheefgezakt; hier en daar in de pers rijzen ook kritische bedenkingen.

(De vergadering wordt geschorst om 14.30. Ze wordt hervat om 15.05 uur.)

**Demande d'explications de
M. Piet De Bruyn au vice-premier ministre
et ministre des Finances et du
Développement durable sur «le siège de la
Belgique au conseil d'administration du
Fonds monétaire international» (n° 5-2312)**

M. Piet De Bruyn (N-VA). – *Nous avons, depuis le dépôt de cette demande d'explications, voté le projet de loi relatif à la modification des quotas. Un seul élément reste dès lors d'actualité. Pour les autres questions, je me contenterai d'une réponse écrite.*

Le ministre a dit vouloir vérifier avec les Pays-Bas si une coopération était encore possible entre nos deux pays quant aux quotas relatifs au conseil d'administration du FMI. Où en sommes-nous ?

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique. – *Avant de répondre à M. De Bruyn, je voudrais distinguer clairement deux éléments liés aux projets visant à accueillir les économies émergentes au sein du FMI. Il faut tenir compte, d'une part, des réformes relatives aux quotas et du droit de vote, proportionnel au poids de chaque pays, et d'autre part, des modifications concernant la gestion du FMI.*

Pour ce qui est des quotas, le parlement a, entre-temps, adopté la quatorzième réforme. Le droit de vote de la Belgique, par exemple, passe dès lors de 1,85 à 1,30% et celui des États-Unis, de 17 à 16,5%. On adapte progressivement à la nouvelle réalité le poids des pays de l'ancien Bretton Woods, système mis au point à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Quant à la gestion du FMI, on libère de la place en faveur des pays émergents, en réajustant divers groupes électeurs ou circonscriptions électorales. Indépendamment du poids des pays, on encourage notamment les pays européens à favoriser l'attribution de mandats aux économies émergentes.

Nous négocions effectivement avec les Pays-Bas. Ces entretiens évoluent dans le bon sens, mais nos voisins du nord, dont le gouvernement est actuellement en affaires courantes, nous demandent d'être patients. Sans vouloir anticiper sur les futures décisions, je pense que la circonscription électorale des Pays-Bas, qui comprend actuellement la Belgique et le Luxembourg, évoluera vers une seule et même circonscription au sein de laquelle nous pourrions continuer à défendre nos intérêts, en alternance et sur pied d'égalité.

Ces deux points devraient être résolus d'ici la réunion d'octobre prochain à Tokyo.

La Belgique contribue ainsi à l'abandon par l'Europe de deux sièges à part entière. Les Pays-Bas et la Belgique participent pour moitié à cet effort.

**Vraag om uitleg van de heer Piet De Bruyn
aan de vice-eersteminister en minister van
Financiën en Duurzame Ontwikkeling over
«de Belgische zetel in de bestuursraad van
het Internationaal Monetair Fonds»
(nr. 5-2312)**

De heer Piet De Bruyn (N-VA). – *Sinds het indienen van deze vraag hebben we het wetsontwerp op de quotawijziging goedgekeurd. Daardoor blijft er nog maar een punt van mijn vraag actueel. Voor de andere vragen neem ik graag genoegen met een schriftelijk antwoord.*

De minister zegde dat hij met Nederland wilde nagaan of er met dat land niet meer samenwerking mogelijk is bij de toekenning van de quota in de bestuursraad van het IMF. Kan de minister kort de huidige stand van zaken toelichten?

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken. – *Ik ga graag in op de suggestie van de heer De Bruyn, maar ik wil toch even een klaar onderscheid maken tussen twee zaken die beiden te maken hebben met de plannen om plaats te maken voor de opkomende economieën in het IMF. Aan de ene kant zijn er de quotahervormingen en het stemrecht dat gepaard gaat met het gewicht dat aan elk van de landen wordt toegekend, en aan de andere kant is er de hervorming van het bestuur van het IMF.*

Inzake de quotahervormingen hebben we intussen de veertiende hervorming in het Parlement goedgekeurd. Daardoor daalt het stemgewicht van België bijvoorbeeld van 1,85 procent naar 1,30 procent. Dat van de Verenigde Staten zakt van 17 naar 16,5 procent. De tendens is dat het gewicht van de oude Bretton-Woodslanden van na de Tweede Wereldoorlog stap voor stap aan de nieuwe realiteit wordt aangepast.

*In de andere operatie wordt in het bestuur van de organisatie plaatsgemaakt voor de opkomende landen door het herschikken van diverse kiesgroepen of *constituencies*. Los van het gewicht van de landen wordt daarbij een appel gedaan, onder andere op Europese landen, om te komen tot een situatie waarin er mandaten extra aan de opkomende economieën kunnen worden gegeven.*

*We overleggen hierover inderdaad met Nederland en die gesprekken schieten goed op, maar de politici van onze noorderburen vragen wat geduld omdat ze vandaag een regering van lopende zaken hebben. Zonder op de beslissingen te willen vooruitlopen, voorspel ik dat de *constituency* of kieskring van Nederland, die vandaag ook België en Luxemburg omvat, zal evolueren tot een situatie waarin we in een rotatie, op voet van gelijkheid, onze belangen kunnen blijven behartigen in een en dezelfde *constituency*. Ik ga ervan uit dat tegen de vergadering van oktober dit jaar in Tokio een en ander gefinaliseerd zal zijn. Door die operatie werkt België mee aan het opgeven door Europa van twee volledige zetels. De helft van die inspanning komt van Nederland en België.*

**Demande d'explications de
M. Piet De Bruyn au vice-premier ministre
et ministre des Finances et du
Développement durable sur «la
représentation de la Belgique à la Banque
mondiale» (n° 5-2313)**

M. Piet De Bruyn (N-VA). – *La Banque mondiale est l'institut de coopération au développement le plus important du monde. Cet organisme est composé des membres des gouvernements des États membres qui disposent encore de l'entière du pouvoir de décision sur les sujets traités. Les États membres dirigent la Banque nationale par le biais d'un Conseil des Gouverneurs et d'un Conseil des directeurs exécutifs. M. Vanackere, ministre des Finances, intervient en tant que gouverneur de Belgique.*

Le secteur de la coopération au développement plaide depuis des années pour, entre autres, que le ministre de la Coopération au développement soit le représentant belge au sein de la Banque mondiale. Le fonctionnement de la Banque mondiale est tellement axé sur la coopération au développement qu'il serait logique que le ministre chargé de cette responsabilité y occupe le siège belge. Le ministre partage-t-il ce point de vue ? Des entretiens ont-ils été menés à cet égard ou le seront-ils ? La délégation belge au sein de la Banque mondiale sera-t-elle adaptée ?

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique. – *Que la Banque mondiale relève de la compétence du ministère des Finances est une évolution historique. La création de cette institution financière internationale à la fin de la Seconde Guerre mondiale avait surtout comme objectif la reconstruction des États membres. À l'époque il n'était encore aucunement question de coopération au développement ni de développement. Ce sujet n'a suscité l'intérêt que vers 1960 à l'occasion de la vague de décolonisation.*

Dans la majorité des pays, le suivi des institutions financières internationales relève de la compétence du ministère des Finances. Dans quelques pays seulement, le ministère des Affaires étrangères ou celui de la Coopération au développement est compétent. Parfois, entre autres aux Pays-Bas, la responsabilité est partagée avec le ministère des Finances. Le ministre des Finances et du Développement durable a dans ses compétences les relations avec la Banque mondiale. Ce pourrait être un précédent instructif.

Le suivi quotidien du groupe Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales est géré par une équipe de la Trésorerie composée de spécialistes, notamment dans les matières relatives au développement. Les collaborateurs de cette administration ont donc développé une expertise et une expérience de plusieurs années concernant ces institutions et les matières orientées sur le développement. Ils sont aussi spécialisés dans les aspects multilatéraux de la coopération au développement.

Depuis quelques années, les membres de la Trésorerie travaillent en étroite collaboration avec ceux de la DGD, la Direction générale de la Coopération au développement et de

**Vraag om uitleg van de heer Piet De Bruyn
aan de vice-eersteminister en minister van
Financiën en Duurzame Ontwikkeling over
«de Belgische vertegenwoordiging bij de
Wereldbank» (nr. 5-2313)**

De heer Piet De Bruyn (N-VA). – De Wereldbank is 's werelds grootste instituut voor ontwikkelingssamenwerking. De organisatie bestaat uit de regeringsleden van de lidstaten die nog steeds volledige beslissingsmacht hebben over de thema's die er worden behandeld. De lidstaten besturen de Wereldbank via een Raad van Gouverneurs en een Raad met executive directors. Minister van financiën, Steven Vanackere, treedt op als Belgisch gouverneur in de Wereldbank.

Al vele jaren houdt onder meer de sector van de ontwikkelingssamenwerking een pleidooi om de minister van Ontwikkelingssamenwerking aan te stellen als Belgisch vertegenwoordiger in de Wereldbank. Deelt de minister de visie dat de werking van de Wereldbank zo sterk gericht is op ontwikkelingssamenwerking dat het logisch zou zijn dat de minister van Ontwikkelingssamenwerking er de Belgische zetel inneemt? Werden hierover al gesprekken gevoerd of zal dat nog gebeuren? Wordt de Belgische afvaardiging in de Wereldbank aangepast?

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken. – Dat de Wereldbank onder de bevoegdheid valt van het ministerie van Financiën is historisch gegroeid. De oprichting van die internationale financiële instelling op het einde van de Tweede Wereldoorlog had vooral de wederopbouw van de lidstaten tot doel. Toen was van ontwikkelingssamenwerking of ontwikkeling nog helemaal geen sprake. Dat onderwerp kwam pas rond 1960 in de belangstelling naar aanleiding van de dekoloniatiegolf.

In de meeste landen vallen de opvolging van de internationale financiële instellingen onder de bevoegdheid van het ministerie van Financiën. Slechts in enkele landen is het ministerie van Buitenlandse Zaken of van Ontwikkelingssamenwerking bevoegd. Soms, onder meer in Nederland, gaat het daarbij zelfs om een gedeelde verantwoordelijkheid met het ministerie van Financiën. De minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling heeft in zijn portefeuille de relaties met de Wereldbank. Dit zou een leerrijk precedent kunnen zijn.

De dagelijkse opvolging van de Wereldbankgroep en van de andere internationale financiële instellingen wordt behartigd door een team van de Thesaurie dat bestaat uit specialisten, ook inzake ontwikkelingsmateries. De medewerkers van die administratie hebben dus wel degelijk een jarenlange ervaring en expertise opgebouwd omtrent deze instellingen en ontwikkelingsgerichte materies. Ze zijn ook specialist inzake multilaterale aspecten van ontwikkelingssamenwerking.

Sinds enkele jaren werken de leden van de Thesaurie nauw samen met deze van DGD, Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking en Humanitaire Hulp, van de

l'Aide humanitaire, du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement, tant à Bruxelles qu'à Washington DC. Des réunions de coordination sont régulièrement organisées avec la Trésorerie et la DGD.

Bien que l'aspect développement dans le travail de la banque ait été davantage mis au premier plan ces dernières années, l'accent est encore plus particulièrement mis sur le développement économique et les aspects financiers. La répartition sectorielle des prêts de la Banque mondiale continue à se focaliser pour 75% sur le transport, l'énergie, l'exploitation minière, l'administration publique, l'industrie, le commerce, l'information et la communication, les finances et les travaux d'infrastructure pour l'eau.

L'orateur comprendra dès lors que je ne peux pas répondre positivement à sa première question. Nous recherchons une collaboration entre la DGD et la Trésorerie. Une concertation est d'ailleurs en cours sur une représentation un peu plus mixte. J'ai donné mon accord de principe à M. Magnette sur la désignation d'un conseiller de la DGD dans la délégation belge de la Banque mondiale. En d'autres termes, je soutiens l'évolution vers un rôle plus important de la Coopération au développement mais, en tant que ministre compétent pour les Finances et le Développement durable, j'attache beaucoup d'importance à la manière de défendre nos intérêts.

Lors de la réunion du FMI à Washington, j'ai participé à toutes les activités de la Banque mondiale et j'ai insisté sur les aspects importants pour la Coopération au développement.

Je reste persuadé que nous avons intérêt à maintenir au sein de la Trésorerie la tradition qui a abouti à une grande expertise de l'institution.

M. Piet De Bruyn (N-VA). – Je remercie le ministre de sa réponse. Il motive la raison pour laquelle, d'une part, il est favorable à une plus grande participation de la Coopération au développement mais, d'autre part, il défend aussi la représentation du ministre des Finances. Cela me surprend un peu parce que, dans le programme électoral de son parti en 2010, on avait explicitement plaidé pour le transfert de cette représentation vers la Coopération au développement. Mais je comprends qu'il doive opérer dans le contexte du gouvernement et que les ministres doivent faire des compromis. Je me réjouis en tout cas de cette évolution. Nous continuerons à suivre le dossier car, selon moi, la participation de la Coopération au développement est essentielle.

Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «l'abandon des plans d'austérité sévères pour des programmes pluriannuels» (n° 5-2329)

Mme Fabienne Winckel (PS). – Depuis de nombreux mois, plusieurs experts plaident pour l'abandon des plans

FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, zowel in Brussel als in Washington DC. Er worden geregeld coördinatievergaderingen belegd met de Thesaurie en de DGD.

Hoewel het ontwikkelingsaspect in het werk van de bank de voorbije jaren meer op de voorgrond is getreden, ligt de nadruk nog bijzonder op economische ontwikkeling en financiële aspecten. De sectorale verdeling van de verstrekte leningen van de Wereldbank blijft voor 75% focussen op transport, energie, mijnbouw, publieke administratie, industrie, handel, informatie en communicatie, financiën en water infrastructuurwerken.

Spreker zal dan ook begrijpen dat ik niet positief kan antwoorden op zijn eerste vraag. We streven naar samenwerking tussen DGD en de Thesaurie. Er wordt trouwens overlegd over een iets meer gemengde vertegenwoordiging. Inmiddels heb ik mijn principiële goedkeuring verleend aan collega Magnette over de aanstelling van een adviseur van DGD in de Belgische delegatie bij de Wereldbank. Met andere woorden, ik steun de evolutie naar een grotere rol voor ontwikkelingssamenwerking, maar als minister bevoegd voor financiën en duurzame ontwikkeling hecht ik veel belang aan de manier waarop onze belangen behartigd worden.

Op de vergadering van het IMF in Washington heb ik aan alle activiteiten van de Wereldbank deelgenomen, en de nadruk gelegd op aspecten die voor Ontwikkelingssamenwerking van belang zijn.

Ik blijf erbij dat we in deze instelling belang hebben bij het handhaven van de traditie, die de voorbije jaren heeft geresulteerd in heel wat expertise binnen de Thesaurie.

De heer Piet De Bruyn (N-VA). – Ik dank de minister voor dit antwoord, waarin hij motiveert waarom hij, enerzijds, bereid is een sterkere betrokkenheid van Ontwikkelingssamenwerking vorm te geven maar, anderzijds, ook de vertegenwoordiging van de minister van Financiën verdedigt. Dit verrast me enigszins, omdat in het verkiezingsprogramma van zijn partij in 2010 nog uitdrukkelijk werd gepleit voor de overdracht van die vertegenwoordiging naar Ontwikkelingssamenwerking. Ik heb er echter begrip voor dat hij moet opereren binnen de regeringscontext en dat ook ministers bereid moeten zijn tot een compromis. Het doet me alleszins genoeg die evolutie vast te stellen. We zullen het dossier verder opvolgen, want ik vind betrokkenheid van Ontwikkelingssamenwerking absoluut cruciaal.

Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «het afzien van de zware besparingsplannen ten voordele van meerjarenprogramma's» (nr. 5-2329)

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – Verschillende experts pleiten al enige tijd voor het terugschroeven van de

d'austérité. Ainsi, selon Patrick Artus, chef économiste chez Natixis, les plans d'austérité imposés à l'Europe du Sud seraient intenables économiquement, socialement dangereux et fiscalement inefficaces. Tous les experts ne seraient cependant pas aussi radicaux mais beaucoup pensent que la rigueur brutale entraîne les économies dans une spirale récessive minant les efforts de désendettement.

Daniel Cohen, professeur d'économie à l'École normale supérieure, estime quant à lui que « l'on s'obstine pour des raisons politiques à chasser des objectifs qui nous échappent ». Il ajoute que « poursuivre dans cette voie risquerait de mener à une implosion de la zone euro, en poussant les pays à sortir de l'union monétaire pour éviter la ruine de leurs économies et la colère de leur population ».

Certains experts suggèrent donc d'abandonner ces plans d'austérité annuels aux objectifs trop sévères, pour des programmes pluriannuels, construits en bonne entente au sein de l'Europe, avec des objectifs raisonnables.

M. Artus proposerait également de renforcer le rôle de la Banque centrale européenne, afin de réduire le coût du crédit dans les pays en crise, en menant une politique monétaire expansionniste qui lui permettrait de racheter massivement des emprunts d'État pour en faire baisser les taux.

Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques, a récemment plaidé pour l'augmentation du capital de la Banque européenne d'Investissement, afin de muscler ses capacités d'intervention pour financer des projets.

Lors de la présentation officielle de leurs prévisions de printemps, deux des cinq principaux instituts de conjoncture allemands ont appelé la BCE à jouer un rôle de « prêteur en dernier ressort » des États.

Monsieur le ministre, au vu de tous ces éléments qui tendent à montrer que les mentalités évoluent, que défend la Belgique à cet égard ? Quelles sont les priorités du gouvernement ?

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique. – Ce sujet mérite à tout le moins un colloque et il convient de le considérer sous différents angles.

Cette semaine, les présidents du Conseil européen, de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et de la zone euro ont déposé un rapport qui ébauche un cadre à développer dans les années à venir. Ils identifient à cet effet quatre éléments fondamentaux.

Le premier est un cadre financier intégré dans lequel la stabilité financière et sa gouvernance sont garanties au niveau européen. La crise bancaire a en effet fait ressentir une nécessité à cet égard. C'est ce qu'on ne peut plus appeler *banking union* mais qui revient finalement à intégrer certaines priorités partagées par la Belgique, tout en respectant le fait que la solidarité doit être accompagnée d'un contrôle et d'une supervision européens, ce qui relève du bon sens. La Belgique est un État assez sensible à certains risques du secteur financier et elle considère ce point de vue d'un bon œil.

Le deuxième élément est un cadre budgétaire intégré imposant une politique budgétaire saine aux niveaux national

besparingsplannen. Volgens hoofdeconoom Patrick Artus van de Franse zakenbank Natixis zijn de besparingsplannen die aan de Zuid-Europese landen zijn opgelegd, economisch onhoudbaar, sociaal gevaarlijk en fiscaal ondoeltreffend. Niet alle experts laten zich zo radicaal uit, maar velen denken toch dat brutale bezuinigingen een negatieve spiraal van recessie veroorzaken die de inspanningen om de schulden terug te dringen ondermijnen.

Professor Daniel Cohen van de École Normale Supérieure vindt dat we om politieke redenen doelstellingen blijven nastreven waar we geen vat op hebben. Hij meent dat als we op dezelfde weg blijven doorgaan, de euro dreigt te imploderen, omdat landen uit de monetaire unie gedwongen worden, indien ze de instorting van hun economie en de woede van hun bevolking willen ontlopen.

Sommige experts stellen dus voor om die te strenge besparingsplannen te verruilen voor meerjarenplannen die na Europees overleg worden opgesteld om redelijke doelstellingen na te streven.

Artus zou ook voorstellen om de rol van de Europese Centrale Bank te versterken zodat de krediettarieven in de landen in moeilijkheden kunnen verlaagd worden en er een expansionistisch monetair beleid kan worden gevoerd zodat de ECB massaal staatsleningen zou kunnen opkopen.

Europees commissaris voor Economie Olli Rehn pleitte recent nog voor het optrekken van het kapitaal van de Europese Investeringsbank zodat de EIB meer armslag zou hebben om projecten te financieren.

Bij de officiële voorstelling van de vooruitzichten voor het voorjaar hebben twee van de vijf belangrijkste Duitse conjunctuurinstellingen de ECB opgeroepen om op te treden als lender of last resort van de staten.

Dit alles wijst erop dat er een mentaliteits-verschuiving op til is. Wat is het standpunt van België? Wat zijn de prioriteiten van de regering?

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken. – Over dit onderwerp zou een colloquium kunnen worden gehouden en het moet vanuit verschillende oogpunten beschouwd worden.

Deze week hebben de voorzitters van de Europese Raad, van de Europese Commissie, van de Europese Centrale Bank en van de Eurogroep een visietekst voorgesteld die een kader schetst voor de toekomst van de EMU in de komende jaren. Het berust op vier essentiële bouwstenen.

De eerste is een geïntegreerd financieel kader, dat financiële stabiliteit en het beheer daarvan waarborgt op Europees niveau. De bankencrisis heeft de noodzaak daarvan duidelijk gemaakt. Het is wat men geen banking union meer mag noemen, maar erop neerkomt dat daarin sommige, ook voor België prioritaire doelstellingen geïntegreerd worden, met dien verstande dat solidariteit gepaard moet gaan met Europees toezicht. België is vrij kwetsbaar als het gaat om risico's in de financiële sector en een dergelijke houding strookt met het gezond verstand.

De tweede is een geïntegreerd begrotingskader ter waarborging van gedegen budgettaire beleidsvorming op

et européen ainsi qu'une solidarité accrue allant de pair avec une responsabilité renforcée et plus contraignante. Ce deuxième élément fait actuellement l'objet d'une discussion. Il faut éviter de tomber dans le piège consistant à croire qu'il y a une contradiction entre la volonté d'avoir des budgets qui connaissent un développement durable – on peut aussi parler d'austérité, de discipline ou de maîtrise budgétaire – et une politique destinée à augmenter les chances de croissance et d'emploi sur notre continent. Il doit être possible de combiner les deux et de les synthétiser dans une stratégie fructueuse pour tous les États membres de l'Union européenne.

Le troisième élément est un cadre économique intégré comportant des mécanismes suffisants pour que soit menée une politique créant de la croissance, de l'emploi et de la compétitivité. Dans notre pays, nous devons nous demander si nous continuons à être vraiment partisans de la méthode communautaire. Dans l'affirmative, nous acceptons l'inévitable abandon d'une part de ce qu'on a initialement décrit comme faisant partie de notre souveraineté.

Nous demandons plus d'Europe dans certaines matières, par exemple la fiscalité. La Belgique figure ainsi au nombre des pays réclamant une logique de coopération renforcée pour obtenir *a financial transaction tax*. On ne peut toutefois pas plaider pour davantage de concertation et d'intégration et ne pas accepter ensuite que cela joue aussi de temps en temps de manière un peu plus contraignante sur des sujets qui nous sont traditionnellement chers. Nous devons donc trouver un bon équilibre à ce propos.

Le quatrième élément est l'augmentation de la légitimité démocratique et de la responsabilité financière des mécanismes de décision dans l'Union économique et monétaire. Il s'agit d'un des grands avantages du texte que le président permanent Herman Van Rompuy a présenté. Il a par exemple beaucoup insisté sur la nécessité de renforcer encore le poids du parlement européen.

Le développement intégral de ces éléments constituera un travail pour les années à venir. Il est important de renforcer l'approche actuelle à court terme. Il faut continuer à assainir les budgets dans les États membres – notre premier ministre l'a encore confirmé ce matin – et, simultanément, mettre tout en œuvre pour que la stratégie Europe 20-20 réussisse.

En ce qui concerne le deuxième volet, une action est nécessaire tant des États membres que de l'Union européenne. Le semestre européen fixe les objectifs à atteindre pour chaque État membre dans le cadre d'un effort collectif important. La Belgique tient à assumer pleinement les objectifs qui lui sont assignés. Elle prendra les décisions nécessaires pour les atteindre.

Il faut insister sur le fait que la croissance doit aussi s'organiser via des mesures politiques européennes urgentes. Il s'agit d'abord des propositions législatives destinées à parachever le marché intérieur. En outre, les États travaillent à la mise en œuvre d'instruments de financement de l'économie reposant sur trois piliers, en étroite collaboration avec la Banque européenne d'investissement : une augmentation du capital de la BEI à la fin de l'année 2012, le lancement immédiat de la phase pilote de la *Project Bond Initiative* et la reprogrammation des fonds structurels de manière à pouvoir les utiliser pour soutenir les PME et lutter contre le chômage

nationaal en op Europees niveau evenals meer begrotingssolidariteit die gekoppeld is aan grotere en beter afdwingbare verantwoordelijkheid. Over dit tweede element is er momenteel discussie. We moeten vermijden in de verleiding te komen om te denken dat er tegenspraak is tussen de bekommernis om begrotingen te hebben die een duurzame evolutie volgen – man kan ook spreken van een gedegen begrotingsdiscipline –, en een beleid dat gericht is op het stimuleren van groei en tewerkstelling op ons continent. Het moet mogelijk zijn om beide te combineren in een strategie die voordelig is voor alle lidstaten van de Europese Unie.

Het derde element is een geïntegreerd economisch beleidskader dat beschikt over voldoende mechanismen die ervoor zorgen dat op nationaal en Europees niveau een beleid wordt gevoerd dat de groei, de werkgelegenheid en het concurrentievermogen bevordert. In ons land moeten we ons afvragen of we echt voorstander willen zijn van de communautaire methode. Zo ja, dan moeten we aanvaarden om afstand te doen van een deel van onze soevereiniteit.

We vragen om meer Europa in sommige materies, bijvoorbeeld inzake fiscaliteit. Zo is België één van de landen die een versterkte samenwerking wensen om te komen tot een taks op financiële transacties. We kunnen evenwel niet meer overleg en integratie bepleiten en vervolgens niet aanvaarden dat dit af en toe wat strenger wordt toegepast in domeinen waar we bijzonder aan gehecht zijn. We moeten daarin dus een goed evenwicht zien te vinden.

Het vierde element is dat de beleidsvorming in de EMU gepaard moet gaan met meer democratische legitimiteit en verantwoordingsplicht. Het is één van de sterke punten van de tekst die door Herman Van Rompuy is voorgesteld. Hij heeft er bijvoorbeeld op aangedrongen om nog meer gewicht te geven aan het Europees Parlement.

De volledige implementering van die elementen zal het werk zijn van de komende jaren. Het is van belang om de huidige aanpak op korte termijn kracht bij te zetten. Zoals de premier vanochtend nog zei, moeten de lidstaten hun begrotingen goed in de hand blijven houden en tegelijk alles in het werk stellen opdat de Europa 2020-strategie zou slagen.

Wat het tweede luik betreft, moeten zowel de lidstaten als de Europese Unie hun werk doen. Het Europees semester bepaalt voor elke lidstaat welke doelstellingen dienen te worden bereikt in het kader van een belangrijke gezamenlijke inspanning. België wil de gestelde doelstellingen volop nastreven en zal de nodige maatregelen treffen om ze te bereiken.

Groei moet ook bewerkstelligd worden door middel van dringende Europese politieke maatregelen. Het betreft vooreerst de wetteksten om de eengemaakte markt verder tot stand te brengen. Voorts wordt er gewerkt aan instrumenten voor de financiering van de economie, met name aan drie pijlers, in nauwe samenwerking met de Europese Investeringsbank: een verhoging van het kapitaal van de EIB op het einde van 2012, de onmiddellijke lancering van de pilootfase van de Project Bond Initiative en de herprogrammering van de structuurfondsen om daarvan gebruik te kunnen maken om KMO's te ondersteunen en de jeugdwerkloosheid te bestrijden.

De Europese begroting moet als een groeikatalysator

des jeunes.

Bien sûr, il faut considérer le budget européen comme un catalyseur de croissance, notamment en tant que levier pour des investissements productifs, tandis que le cadre financier pluriannuel doit contribuer pleinement à atteindre les objectifs Europe 2020.

Mme Fabienne Winckel (PS). – Je vous remercie, monsieur le vice-premier ministre, pour cette réponse très complète. Dans la mesure du possible, j'aimerais pouvoir disposer du rapport européen.

Je me réjouis que vous ayez évoqué la maîtrise des budgets et la croissance de l'emploi. Je regrette cependant que vous ne vous soyez pas exprimé sur le rôle futur de la BCE.

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique. – Il est très important que les ministres des Finances ne s'expriment pas trop au sujet de la BCE, afin de garantir son indépendance et son autonomie. Vous entendrez rarement un ministre des Finances répondre très ouvertement à ce type de question. La discussion est assez connue et se tient surtout dans les organismes destinés à influencer un certain nombre de choix. J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer sur ce point en séance plénière, mais avec la prudence de Sioux qui s'impose.

Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «le délai de communication des statistiques relatives aux accidents du travail des administrations publiques au Fonds des accidents du travail» (n° 5-2364)

Mme Fabienne Winckel (PS). – Les statistiques officielles des vingt dernières années relatives aux accidents du travail montreraient que le nombre total d'accidents sur le lieu de travail diminue dans le secteur privé.

Selon certains syndicats, il est plus difficile d'étudier l'évolution des accidents du travail dans le secteur public. Les chiffres nationaux belges des accidents du travail présenteraient des manquements. En effet, les chiffres de base connus pour la Belgique sont collationnés par le Fonds des accidents du travail mais ceux-ci ne seraient pas complets. Il ne s'agirait uniquement que des accidents du travail survenus dans le secteur privé. Ces chiffres ne tiendraient pas compte des accidents du travail du secteur public, comme Bpost, la SNCB, l'armée, les services publics d'enlèvement des déchets, etc.

Le Fonds des accidents du travail qui demande à toutes les administrations publiques de fournir ces chiffres, qu'il publie séparément, les obtiendrait très lentement, à tel point que les données globales de 2010 n'auraient pas encore été disponibles fin mars 2012.

Monsieur le Ministre, confirmez-vous ces informations ? Dans l'affirmative, quelles sont les administrations publiques concernées par ces retards ? Quelles sont les raisons

beschouwd worden, met name als hefboom voor productieve investeringen, terwijl het financieel meerjarenplan moet bijdragen tot het bereiken van de Europa 2020-doelstellingen.

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – Ik dank u voor het zeer uitgebreide antwoord. Indien mogelijk zou ik graag beschikken over dit Europees rapport.

Ik ben blij dat u het hebt gehad over begrotingsdiscipline en meer werkgelegenheid. Ik betreur dat u niets gezegd hebt over de rol van de ECB in de toekomst.

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken. – Het is van groot belang dat de ministers van Financiën niet te veel zeggen over de ECB, zodat er geen twijfel ontstaat over haar onafhankelijkheid en autonomie. U zult zelden een minister van Financiën zeer openlijk op dit soort vragen horen antwoorden. De discussie is bekend en verloopt vooral binnen organisaties die tot doel hebben om keuzes te beïnvloeden. Ik heb daar al iets over gezegd in de plenaire vergadering, maar het is raadzaam om dat met uiterste omzichtigheid te doen.

Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de termijn voor het meedelen van statistieken inzake arbeidsongevallen bij openbare besturen aan het Fonds voor arbeidsongevallen» (nr. 5-2364)

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – Uit de officiële statistieken van de jongste twintig jaar met betrekking tot de arbeidsongevallen blijkt dat het totale aantal ongevallen op het werk afneemt in de privésector.

Volgens sommige vakbonden is het moeilijker om de evolutie van de arbeidsongevallen te onderzoeken in de overheidssector. De nationale cijfers van de arbeidsongevallen zouden gebreken vertonen. De basiscijfers die bekend zijn voor België zouden gecontroleerd worden door het Fonds voor arbeidsongevallen, maar ze zouden niet volledig zijn. Het zou alleen gaan om de arbeidsongevallen in de privésector. De cijfers zouden geen rekening houden met de arbeidsongevallen in de overheidssector, zoals bpost, de NMBS, het leger, de overheidsdiensten voor de vuilnisophaling, enzovoort.

Het Fonds voor arbeidsongevallen, dat alle overheidsbesturen vraagt die cijfers te leveren, en ze afzonderlijk publiceert, zou ze laattijdig ontvangen, zodat de totale gegevens van 2010 eind maart 2012 nog niet beschikbaar zouden zijn.

Mijnheer de minister, bevestigt u die informatie? Zo ja, welke overheidsbesturen leveren zo laat hun cijfers? Waarom geven de overheidsbesturen die gegevens zo laat door aan het Fonds

expliquant les délais importants dans la transmission de ces données par les administrations publiques au Fonds des accidents du travail ? Votre administration est-elle attentive à ce problème ?

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique. – Monsieur le président, conformément à l'arrêté royal du 19 avril 1999 fixant les éléments de la déclaration d'accident à communiquer au Fonds des accidents du travail, les données relatives aux accidents de l'année civile précédente sont transmises chaque année pour le 31 mai de l'année civile courante au Fonds des accidents du travail.

Les données relatives à l'année 2010 ont été transmises par courriel le 30 mars 2011 au moyen d'un fichier Excel développé à cette fin par le Fonds des accidents du travail.

La cellule centrale des accidents du travail du service d'encadrement P&O est responsable de la transmission des données au Fonds des accidents du travail pour tout le département des Finances. Par conséquent, le SPF Finances ne peut confirmer les informations au sujet d'un quelconque retard de sa part.

Le SPF Finances est attentif à communiquer dans les délais prescrits les données demandées par le Fonds des accidents du travail.

Mme Fabienne Winckel (PS). – Monsieur le président, je remercie M. le ministre pour sa réponse. Je la transmettrai aux personnes qui m'avaient affirmé le contraire.

Demande d'explications de M. Frank Boogaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «l'audit du système Paperless Douanes et Accises» (n° 5-2381)

M. Frank Boogaerts (N-VA). – *Il est apparu dernièrement qu'en raison d'une erreur informatique dans le système comptable de l'administration des douanes, un montant de 126 millions d'euros a été versé indûment à l'Europe. Bien que l'erreur ait été corrigée dès décembre 2010, la presse en fait seulement état maintenant.*

À la Chambre des représentants, le ministre a déclaré que le remboursement par l'Europe dépend d'un audit portant sur le système PLDA. L'administration des Douanes et Accises a préparé un projet de devis qu'elle devrait soumettre au gouvernement après avoir recueilli divers avis.

Le Conseil des ministres a-t-il déjà approuvé ce projet de devis ? Quel est le calendrier de l'audit ? Sa première phase, à laquelle est lié l'éventuel remboursement par l'Europe en octobre, sera-t-elle prête à temps ? Par qui cet audit est-il réalisé ?

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique. – *Le projet de devis est actuellement examiné par l'Inspection des finances. Après avis positif –*

voor arbeidsongevallen? Besteedt uw administratie aandacht aan dat probleem?

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken. – *Overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 april 1999 tot vaststelling van de elementen van de ongevalsangifte over te dragen aan het Fonds voor Arbeidsongevallen worden de gegevens met betrekking tot de ongevallen van het voorgaande kalenderjaar elk jaar vóór 31 mei van het lopende kalenderjaar overgezonden aan het Fonds voor arbeidsongevallen.*

De gegevens met betrekking tot het jaar 2010 werden op 30 maart 2011 per e-mail overgezonden aan de hand van een Excel-bestand dat daartoe door het Fonds voor arbeidsongevallen werd ontwikkeld.

De centrale cel arbeidsongevallen van de stafdienst P&O is verantwoordelijk voor de verzending van de gegevens aan het Fonds voor arbeidsongevallen voor het volledige departement Financiën. Bijgevolg kan de FOD Financiën de informatie met betrekking tot een eventuele vertraging niet bevestigen.

De FOD Financiën let erop dat de gegevens die door het Fonds voor arbeidsongevallen worden gevraagd, binnen de voorgeschreven termijnen worden meegedeeld.

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – *Ik dank de minister voor zijn antwoord. Ik zal het bezorgen aan de personen die mij het gedeelte hebben verklaard.*

Vraag om uitleg van de heer Frank Boogaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de audit van het Paperless Douane en Accijnzen-systeem» (nr. 5-2381)

De heer Frank Boogaerts (N-VA). – *Onlangs bleek dat door een informaticafout in het boekhoudingsstelsel van de douane 126 miljoen euro te veel werd betaald aan Europa. Hoewel de fout al in december 2010 is rechtgezet, dook het verhaal pas nu in de pers op.*

In de Kamer van volksvertegenwoordigers verklaarde de minister dat de terugbetaling door Europa afhankelijk is van een audit over het PLDA-systeem. De administratie Douane en Accijnzen heeft een ontwerpbestek opgesteld dat ze na het inwinnen van enkele adviezen aan de Ministerraad zou voorleggen.

Heeft de Ministerraad het ontwerpbestek al goedgekeurd? Welk tijdschema geldt voor de audit over het PLDA-systeem? Zal het eerste gedeelte van de audit waaraan de eventuele terugbetaling in oktober door Europa is gekoppeld, tijdig klaar zijn? Wie voert de audit uit?

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken. – *Het ontwerpbestek wordt op dit ogenblik behandeld door de Inspectie van Financiën. Na een positief*

lequel est plus que probable – le dossier sera inscrit aussi rapidement que possible à l'ordre du jour du Conseil des ministres. Si cet avis positif pouvait nous être communiqué la semaine prochaine, la première phase de l'audit pourrait aboutir encore cette année.

M. Frank Boogaerts (N-VA). – *Je remercie le ministre de sa courte réponse à ma brève question. Peu de changements sont intervenus depuis ma première question sur le système PLDA. Je continuerai à suivre ce dossier.*

Demande d'explications de M. Bart Laeremans au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «la perception des frais de procédure auprès du Conseil d'État» (n° 5-2387)

M. Bart Laeremans (VB). – *La loi du 19 décembre 2006 a supprimé le système désuet d'apposition de timbres fiscaux sur les requêtes au Conseil d'État. L'arrêté royal du 21 décembre 2006 stipulait que les droits seraient acquittés au moment du dépôt de la requête ou par versement préalable au compte du bureau d'enregistrement compétent. Cette disposition a toutefois conduit à bien des difficultés pratiques et à une grave insécurité juridique. Des avocats l'ont contestée devant le tribunal de première instance.*

En réaction, un nouvel arrêté royal a été promulgué le 19 juillet 2007. Il prévoyait qu'à partir du 11 août 2007, les droits seraient taxés en débet dans les arrêts, puis recouvrés auprès de la partie condamnée aux dépens. Le rapport au Roi annexé à l'arrêté royal précise que le gouvernement ne souhaite pas supprimer ces droits : « Indépendamment de son impact budgétaire qu'il convient d'évaluer, une telle solution ne peut être mise en œuvre dans l'immédiat car elle nécessite de légiférer. ».

Cet arrêté royal confiait expressément la responsabilité du recouvrement au SPF Finances. En pratique, le greffier du Conseil d'État transmet une copie de tous les arrêts définitifs au receveur de l'Enregistrement et des Domaines. C'est chez ce receveur que la situation est bloquée depuis cinq ans déjà. Depuis plusieurs années, les avocats ne reçoivent plus de décompte.

Le ministre avait été interrogé à ce sujet en séance plénière, le 24 mai dernier. Il avait répondu que le bureau d'enregistrement compétent avait été chargé de recouvrer des créances pour un montant total de 2,1 millions d'euros ce qui correspondait à notre estimation, à savoir entre deux et trois millions. Le ministre avait déclaré qu'il ferait vérifier ce qu'il était advenu de ces recouvrements ainsi que les montants des créances prescrites entre-temps.

Le ministre a-t-il obtenu des éclaircissements ? Quels montants ont-ils été recouvrés entre-temps ? Quels montants n'ont-ils pas été recouvrés ? Quelles créances sont-elles prescrites ? Qui est responsable de ces manquements ? Quelles mesures ont-elles été prises ?

advies, dat ik verwacht, wordt het dossier zo snel mogelijk op de agenda van de Ministerraad geplaatst. Indien er volgende week een positief advies is, zou het eerste gedeelte van de audit nog dit jaar kunnen worden opgeleverd.

De heer Frank Boogaerts (N-VA). – Ik dank de vice-eersteminister voor zijn kort antwoord op mijn korte vraag. Sinds mijn eerste vraag over het PLDA-systeem is er nog maar weinig veranderd. Ik blijf het dossier vol verwachting volgen.

Vraag om uitleg van de heer Bart Laeremans aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de inning van de procedurekosten voor de Raad van State» (nr. 5-2387)

De heer Bart Laeremans (VB). – Door de wet van 19 december 2006 werd het achterhaalde systeem van het kleven van fiscale zegels op verzoekschriften voor de Raad van State afgeschaft. In het koninklijk besluit van 21 december 2006 werd bepaald dat de betaling van deze rechten voortaan zou geschieden op het moment van de neerlegging of via een voorafgaande storting op de rekening van het bevoegde registratiekantoor. Deze regeling leidde evenwel tot heel wat praktische moeilijkheden en tot grote rechtsonzekerheid. Advocaten spanden hiertegen een procedure aan bij de rechtbank van eerste aanleg.

Als reactie hierop werd op 19 juli 2007 een nieuw koninklijk besluit uitgevaardigd, dat bepaalde dat deze rechten vanaf 11 augustus 2007 in de arresten zouden worden begroot 'in debet' en bijgevolg nadien zouden worden gevorderd van de partijen aan wie deze kosten werden toegewezen. In het Verslag aan de Koning bij dit koninklijk besluit staat dat de regering deze rechten niet wenst af te schaffen: 'Los van de budgettaire impact, dewelke dient te worden begroot, kan zulk een oplossing niet onmiddellijk uitgewerkt worden, aangezien deze oplossing een wettelijke wijziging vereist.'

De verantwoordelijkheid voor de invordering van deze rechten werd in dit koninklijk besluit uitdrukkelijk gelegd bij de FOD Financiën. Concreet bezorgt de griffier van de Raad van State een afschrift van alle eindarresten aan de Ontvanger der Registratie en Domeinen. Het is bij deze ontvanger dat deze kwestie nu reeds vijf jaar stil ligt: advocaten krijgen al jarenlang geen afrekeningen toegestuurd.

We ondervroegen de minister hierover tijdens de plenaire vergadering van 24 mei jongstleden. Hij kon toen enkel antwoorden dat er in totaal voor een bedrag van 2,1 miljoen euro aan invorderingsbedragen werden overgemaakt aan het bevoegde registratiekantoor. Dat kwam overeen met onze schatting, namelijk tussen 2 en 3 miljoen euro. De minister zou nagaan wat er met die invorderingen is gebeurd en voor welke bedragen er inmiddels verjaring is opgetreden.

Heeft de minister hierover intussen klaarheid gekregen?

Welke bedragen werden er intussen ingevorderd? Wat werd er tot op heden niet ingevorderd?

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique. – Deux types de droits doivent être recouverts : les droits sui generis spécifiques et les droits d'expédition.

Pour ce qui concerne les droits sui generis, qui sont réglés en débet par le Conseil d'État à charge du perdant de l'affaire, 37 500 arrêts ont été transmis pendant la période de 2007 à 2011. À ce jour, 152 076 euros ont été recouverts pour des dossiers antérieurs à 2009 et le bureau Bruxelles IX a adressé 326 avis de paiement pour des dossiers dont la date est antérieure au 15 mai 2009. Les dossiers transmis après le 15 mai 2009 n'ont pas encore été enregistrés. Le délai de prescription des droits sui-generis étant de dix ans, il n'y a pas encore de dossiers prescrits.

Pour ce qui concerne les droits d'expédition, un montant de 24 520 euros a été recouvert depuis 2007. Pour l'année 2012, aucun montant n'a encore été recouvert. Ces droits d'expédition sont prescrits après deux ans, à dater de la livraison de l'expédition. Aucun dossier n'est prescrit.

La réception des arrêts du Conseil d'État par le bureau d'enregistrement Bruxelles IX n'est pas régulière mais connaît des périodes de pointe, ce qui provoque des retards. Tout est mis en œuvre pour résorber l'arriéré. Une discussion a été entamée avec le Conseil d'État au sujet de l'envoi régulier de ces dossiers afin de pouvoir améliorer l'organisation de leur traitement.

M. Bart Laeremans (VB). – *Bien que l'on ait déjà procédé à des recouvrements jusques et y compris mai 2009, la situation n'en reste pas moins problématique. À la réception d'un arrêt, normalement les avocats clôturent leur dossier et établissent le décompte pour le client. Pour ce dernier, l'absence de nouvelles de la part de l'avocat pendant un délai de trois ans à dater de l'arrêt s'apparente à une éternité. Entre-temps, des clients ont déménagés, sont décédés ou ne peuvent être retrouvés. Les avocats doivent réclamer des provisions mais il leur est impossible d'établir le décompte final.*

À présent, la faute est rejetée sur le Conseil d'État. Précédemment, le ministre a affirmé qu'il s'agit d'un total de 2,1 millions d'euros, dont seulement 150 000 euros ont été recouverts. C'est injustifiable. Le ministre doit régler ce problème et engager éventuellement de nouveaux collaborateurs afin de résorber l'arriéré mais aussi rappeler leur responsabilité aux services concernés de l'administration des Finances. Actuellement, tant les avocats que leurs clients sont dupés. Cette situation est une illustration de l'inefficacité et du caractère archaïque de l'administration. Les moyens actuellement disponibles permettent pourtant de calculer et de traiter ces droits de manière quasi automatique.

Welk gedeelte is intussen verjaard?

Wie is er verantwoordelijk voor de nalatigheden? Welke maatregelen worden er getroffen?

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken. – Twee soorten van rechten moeten worden ingevorderd, namelijk de specifieke rechten sui generis en de expeditierechten.

Wat de rechten sui generis betreft, die door de Raad van State in debet worden vereffend ten laste van de verliezer in de zaak, werden 37 500 arresten overgezonden in de periode van 2007 tot 2011. Tot op heden werd 152 076 euro ingevorderd met betrekking tot dossiers daterend van voor 2009. Het kantoor Brussel IX heeft tot heden 326 betalingsberichten verstuurd betreffende dossiers daterend tot 15 mei 2009. De dossiers die overgezonden werden na 15 mei 2009, zijn nog niet ingeschreven. Deze sui-generisrechten verjaren na tien jaar. Er is dus nog geen verjaring van dossiers.

Wat de expeditierechten betreft, werd sinds 2007 het bedrag van 24 520 euro ingevorderd. Voor het jaar 2012 werd nog niets ingevorderd. Deze expeditierechten verjaren na twee jaar te rekenen vanaf de aflevering van de expeditie. Ook hier is er geen sprake van verjaring van dossiers.

Het registratiekantoor Brussel IX ontvangt de arresten van de Raad van State niet op regelmatige tijdstippen, maar in pieken. Hierdoor is er een achterstand ontstaan. Alles wordt nu in het werk gesteld om die achterstand in te halen. Er zijn gesprekken aangevat met de Raad van State om die dossiers regelmatig door te sturen, zodat de afhandeling nog beter kan worden georganiseerd.

De heer Bart Laeremans (VB). – Er zijn dus blijkbaar al invorderingen gebeurd tot en met mei 2009. De situatie blijft evenwel problematisch. Wanneer ze een arrest ontvangen, sluiten advocaten normaal gezien hun dossier af en maken ze de afrekening voor de cliënt. Als een cliënt tot drie jaar na het arrest niets meer hoort van de advocaat, dan lijkt dat wel een eeuwigheid. Intussen zijn er cliënten verhuisd, gestorven of onvindbaar. Advocaten moeten provisies berekenen, maar kunnen geen eindafrekening maken.

Nu wordt de fout in de schoenen van de Raad van State. Eerder zei de minister dat het om een totaal bedrag van 2,1 miljoen euro gaat, waarvan tot nu toe nog maar 150 000 euro is ingevorderd. Dat vind ik niet verantwoord. De minister moet orde op zaken stellen en eventueel extra medewerkers aanwerven, zodat die achterstand wordt weggewerkt, en de betrokken diensten bij Financiën op hun verantwoordelijkheid wijzen. Nu zijn zowel de advocaten als hun cliënten de dupe. Het is een voorbeeld van inefficiënt en archaisch bestuur. Met de middelen van vandaag ter beschikking zijn, kunnen de rechten bijna automatisch worden berekend en verwerkt.

Demande d'explications de Mme Cécile Thibaut au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «les conventions avec le Grand-Duché de Luxembourg et la France en vue d'éviter la double imposition des travailleurs frontaliers» (n° 5-2406)

Mme Cécile Thibaut (Ecolo). – De nombreux Belges travaillent dans un pays frontalier. Selon une étude de l'INAMI, on dénombre en Belgique, au 30 juin 2010, 82 086 travailleurs frontaliers sortants.

Le Grand-Duché de Luxembourg, avec pas moins de 35 533 travailleurs frontaliers belges, est le pays qui accueille le plus grand nombre de travailleurs résidant en Belgique, devant les Pays-Bas. Selon la même étude, les travailleurs frontaliers entrants sont au nombre de 46 022, et sont principalement originaires de France.

Afin d'éviter aux travailleurs frontaliers une double imposition, la Belgique a signé des conventions avec les pays voisins. Monsieur le vice-premier ministre, je tiens à attirer votre attention sur la convention signée avec le Grand-Duché de Luxembourg. Signée le 14 décembre 2001, pour remplacer la convention dite de « Martelange », elle prévoit que la Belgique reçoit de l'État luxembourgeois, en contrepartie des impôts non perçus, une enveloppe fermée d'un montant annuel de 15 millions d'euros indexé annuellement de 2%, à l'exception des années 2002 et 2003 pour lesquelles les montants s'élèvent respectivement à 24 et 20 millions d'euros.

L'article 2, §1^{er} de cette convention précise que cette mesure a pour objectif de tenir compte des effets induits par le travail frontalier, afin de permettre à l'État fédéral belge d'assurer le financement des communes belges dont un nombre significatif de résidents exercent une activité professionnelle au Grand-Duché de Luxembourg.

L'augmentation significative du nombre de travailleurs frontaliers durant les dix dernières années a pour conséquence que le montant de 15 millions d'euros prévu dans la convention ne reflète plus le manque à gagner des communes. En effet, on dénombrait 23 000 travailleurs frontaliers belges au Grand-Duché de Luxembourg en 2000 pour 35 533 en juin 2010.

Selon une étude de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, afin de compenser l'augmentation significative du nombre de travailleurs frontaliers, le Fonds des frontaliers devrait être doté d'un budget annuel dépassant les 28 millions d'euros.

Les pertes financières rencontrées par les communes sont importantes ; il est nécessaire de revoir significativement à la hausse le montant de cette enveloppe fermée. Pour ce faire, l'article 3, §2 de la convention précise qu'« à la demande d'une des Hautes Parties Contractantes, le montant de 15 000 000 euros indexé pourra être révisé de commun accord pour tenir compte de l'évolution réelle des revenus professionnels de sources luxembourgeoises. » Vous disposez

Vraag om uitleg van mevrouw Cécile Thibaut aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de overeenkomsten met het Groothertogdom Luxemburg en Frankrijk tot het vermijden van dubbele belasting van de grensarbeiders» (nr. 5-2406)

Mevrouw Cécile Thibaut (Ecolo). – Heel wat Belgen werken in een grensland. Volgens een studie van het RIZIV telde België op 30 juni 2010 82 086 uitgaande grensarbeiders.

Met 35 533 Belgische grensarbeiders ontvangt het Groothertogdom Luxemburg het grootste aantal werknemers die in België wonen, wat meer is dan Nederland. Volgens dezelfde studie zijn er 46 022 inkomende grensarbeiders, vooral afkomstig uit Frankrijk.

Om te vermijden dat de grensarbeiders dubbele belastingen moeten betalen, heeft België overeenkomsten gesloten met de buurlanden. Zo werd op 14 december 2001 een overeenkomst ondertekend met het Groothertogdom Luxemburg, om de zogenaamde overeenkomst van 'Martelange' te vervangen. Die overeenkomst bepaalt dat België als compensatie voor de niet-geïnde belastingen van de Luxemburgse Staat jaarlijks een gesloten enveloppe ten bedrage van 15 miljoen euro ontvangt, geïndexeerd met 2%, behalve in de jaren 2002 en 2003, waarvoor de bedragen respectievelijk 24 en 20 miljoen waren.

Artikel 2, eerste lid, van die overeenkomst bepaalt dat deze maatregel tot doel heeft rekening te houden met de gevolgen van de grensarbeid, opdat de federale Belgische Staat de financiering zou kunnen garanderen van de Belgische gemeenten waarvan een groot aantal inwoners een beroepsactiviteit uitoefenen in het Groothertogdom Luxemburg.

De aanzienlijke toename van het aantal grensarbeiders de jongste tien jaar heeft tot gevolg dat het bedrag van 15 miljoen euro die in de overeenkomst is vastgelegd niet langer de inkomstenderving van de gemeenten weerspiegelt. In 2000 werkten 23 000 Belgische grensarbeiders in het Groothertogdom Luxemburg, in juni 2010 waren het er 35 533.

Volgens een studie van de Vereniging van Waalse steden en gemeenten zou het fonds voor de grensarbeiders een jaarlijkse begroting van meer dan 28 miljoen euro moeten krijgen om de aanzienlijke toename van het aantal grensarbeiders te compenseren.

De financiële verliezen van de gemeenten zijn zeer groot; het bedrag van die gesloten enveloppe moet aanzienlijk worden verhoogd. Om dat te doen, bepaalt artikel 3, §2, van de overeenkomst dat op verzoek van één van de Hoge Verdragsluitende Partijen het geïndexeerd bedrag van 15 miljoen euro in onderlinge overeenstemming kan worden herzien om rekening te houden met de reële evolutie van de beroepsinkomsten uit Luxemburg. U beschikt dus over de nodige middelen om deze overeenkomst te herzien.

donc des moyens nécessaires pour revoir cette convention.

Je tiens également à vous rendre attentif à la convention qui lie notre pays à la France, signée le 12 décembre 2008. Alors que les mesures prises dans ladite convention sont entrées en vigueur pour l'exercice d'imposition 2009, il me revient que les communes concernées n'ont, à l'heure actuelle, pas obtenu les revenus financiers liés à cette convention.

Monsieur le ministre, pouvez-vous me préciser si des discussions sont en cours avec le Grand-Duché de Luxembourg, afin de revoir à la hausse le montant de 15 millions octroyé à la Belgique ?

Dans l'affirmative, quel est l'avancement des négociations ? Une augmentation est-elle envisageable pour le prochain exercice fiscal ?

Dans la négative, envisagez-vous d'interpeller votre homologue luxembourgeois à ce sujet ?

Le montant annuel de 28 millions d'euros évoqué par l'Union des Villes et Communes reflète-t-il, selon vous, le montant nécessaire pour permettre au Fonds des frontaliers de couvrir les pertes encourues par les communes belges ? Quelles sont les communes belges actuellement les plus touchées par le manque à gagner dû au mécanisme d'enveloppe fermée ?

Pour quelle raison le montant initial de 24 millions d'euros prévu dans la convention signée le 14 décembre 2001 avec le Grand-Duché de Luxembourg, est-il régressif entre 2003 et 2004 ?

En ce qui concerne la convention avec la France du 12 décembre 2008, confirmez-vous la non-perception des revenus liés à cette convention par les communes de Belgique concernées ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me préciser dans quel délai la situation sera régularisée ?

M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique. – Il n'y a pas de discussions en cours en vue de revoir le montant forfaitaire de quinze millions d'euros que le Grand-Duché de Luxembourg verse chaque année à la Belgique pour compenser la perte des communes belges résultant de l'exonération en Belgique des revenus professionnels d'origine luxembourgeoise perçus par de nombreux résidents belges.

En 2001, mon prédécesseur et son homologue luxembourgeois avaient décidé de supprimer la compensation « Martelange » et de la remplacer par une autre compensation pour les communes belges concernées. Cette décision du 14 décembre 2001 comporte un régime transitoire pour atténuer le passage d'une compensation à l'autre car le montant de la compensation « Martelange » était nettement plus élevé que le montant estimé de la perte des communes belges résultant de l'exonération en Belgique des revenus professionnels d'origine luxembourgeoise perçus par des résidents belges.

Le montant de la compensation s'est élevé à vingt-quatre millions d'euros en 2002, à vingt millions d'euros en 2003 et à quinze millions d'euros en 2004. Depuis 2004, cette compensation de quinze millions d'euros est indexée annuellement au taux de 2%. Pour l'exercice 2012, le montant indexé s'élève à 17,4 millions d'euros. L'étude de l'Union des

Ons land heeft op 12 december 2008 ook een overeenkomst ondertekend met Frankrijk. De maatregelen in die overeenkomst zijn in werking getreden voor het aanslagjaar 2009, maar ik verneem dat de betrokken gemeenten nog steeds niet de financiële inkomsten hebben gekregen die in de overeenkomst werden bepaald.

Zijn met het Groothertogdom Luxemburg besprekingen aan de gang om het bedrag van 15 miljoen dat België ontvangt, te verhogen?

Zo ja, wat is de stand van de onderhandelingen? Kan een verhoging worden overwogen tegen het volgende aanslagjaar?

Zo neen, bent u van plan uw Luxemburgse ambtgenoot daarover aan te spreken?

Weerspiegelt het jaarlijks bedrag van 28 miljoen euro, dat de Vereniging van Waalse Steden en Gemeenten aanhaalt, volgens u het bedrag dat nodig is om het fonds voor de grensarbeiders in staat te stellen de verliezen van de Belgische gemeenten te dekken? Welke Belgische gemeenten worden thans het meest getroffen door de inkomstenderving die te wijten is aan het mechanisme van de gesloten enveloppe?

Waarom werd het oorspronkelijk bedrag van 24 miljoen euro dat werd vastgelegd in de overeenkomst die op 14 december 2001 ondertekend werd met Luxemburg verlaagd tussen 2003 en 2004?

Bevestigt u, wat de overeenkomst van 12 december 2008 met Frankrijk betreft, dat de betrokken Belgische gemeenten de inkomsten die verband houden met die overeenkomst niet hebben ontvangen? Zo ja, binnen welke termijn zal de situatie geregulariseerd worden?

De heer Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken. – *Er zijn geen besprekingen aan de gang met het oog op de herziening van het forfaitair bedrag van vijftien miljoen euro dat het Groothertogdom Luxemburg elk jaar aan België betaalt ter compensatie van het verlies van de Belgische gemeenten als gevolg van de vrijstelling in België van de beroepsinkomsten die tal van Belgische inwoners ontvangen in Luxemburg.*

In 2001 hebben mijn voorganger en zijn Luxemburgse ambtgenoot beslist de compensatie 'Martelange' af te schaffen en te vervangen door een andere compensatie voor de betrokken Belgische gemeenten. Die beslissing van 14 december 2001 voorziet in een regeling om de overgang van de ene compensatie naar de andere te verzachten. De Martelangecompensatie bedroeg immers duidelijk meer dan het geraamde bedrag van het verlies van de Belgische gemeenten als gevolg van de vrijstelling van de beroepsinkomsten die Belgische inwoners ontvangen in Luxemburg.

Het bedrag van de compensatie werd vastgesteld op vierentwintig miljoen euro in 2002, twintig miljoen euro in 2003 en vijftien miljoen euro in 2004. Sedert 2004 wordt die compensatie van vijftien miljoen euro elk jaar geïndexeerd met 2%. Voor 2012 is het geïndexeerde bedrag 17,4 miljoen euro. De studie van de Vereniging van Waalse steden en

viles et communes de Wallonie a établi qu'il ne permet pas de compenser entièrement les pertes effectives à l'impôt des personnes physiques des communes. J'ai donc chargé l'administration compétente d'examiner le dossier en lui demandant de me proposer des solutions dans un délai raisonnable. J'ai récemment rencontré mon collègue Luc Frieden à qui j'ai annoncé l'envoi d'un courrier sur cette question.

L'avenant du 12 décembre 2008 à la convention belgo-française précise expressément en son article 4 que la somme compense le manque à gagner pour la Belgique résultant du fait que, jusqu'en 2033, elle ne pourra pas soumettre à l'impôt des non-résidents les frontaliers résidents de France qui travaillent en Belgique.

Cette compensation n'est pas destinée aux communes frontalières. Elle sera versée au Trésor belge au même titre que les recettes fiscales provenant de l'imposition en Belgique des non-résidents. Mon prédécesseur l'avait déjà indiqué en réponse à une question orale posée par le député Brotcorne.

L'avenant permet aux communes frontalières et à toutes les autres communes belges d'ailleurs de percevoir leurs additionnels à l'impôt des personnes physiques sur les revenus professionnels de leurs résidents imposables en France en vertu de la convention ou de l'avenant. Cette disposition est appliquée depuis l'exercice d'imposition 2009 – revenus de l'année 2008.

Mme Cécile Thibaut (Ecolo). – Votre réponse me satisfait. Vous dites que vous avez déjà des contacts avec votre homologue Luc Frieden. Je m'en réjouis. J'espère que vous enverrez ce courrier en vue d'une rencontre dans les meilleurs délais. Les attentes sont énormes. Les élections communales sont proches. Les projets existent. Je vous invite dès lors à venir faire un tour dans les communes du Sud du Luxembourg qui sont un peu malmenées à cause de ce manque à gagner qui leur est dû.

(La séance est levée à 15 h 45.)

gemeenten heeft uitgewezen dat dit bedrag niet volledig de verliezen inzake personenbelasting van de gemeenten compenseert. Ik heb de bevoegde administratie dan ook gevraagd het dossier te bestuderen en mij binnen een redelijke termijn oplossingen voor te stellen. Ik heb onlangs nog mijn collega Luc Frieden ontmoet en ik heb hem gezegd dat ik over deze zaak binnenkort een brief zal sturen.

Het avenant van 12 december 2008 bij het Belgisch-Frans verdrag ter vermijding van dubbele belasting, bepaalt in artikel 4 duidelijk dat het bedrag de inkomsten compenseert die België derft omdat het tot 2033 de Franse grensarbeiders die in België werken niet mag onderwerpen aan de belasting van niet-inwoners.

Die compensatie is niet bestemd voor de grensgemeenten. Ze zal in de Belgische Schatkist gestort worden op dezelfde wijze als de belastingontvangsten die voortvloeien uit de belasting in België van niet-inwoners. Mijn voorganger heeft dat gezegd in zijn antwoord op een mondelinge vraag van volksvertegenwoordiger Brotcorne.

Het avenant maakt het de grensgemeenten en alle andere Belgische gemeenten overigens mogelijk opcentiemen te heffen op de personenbelasting die betrekking heeft op de beroepsinkomsten van hun inwoners die, krachtens de overeenkomst of het convenant in Frankrijk belastbaar zijn. Deze bepaling wordt toegepast sedert het aanslagjaar 2009 – inkomsten van het jaar 2008.

Mevrouw Cécile Thibaut (Ecolo). – Uw antwoord schenkt mij voldoening. Het verheugt me dat u al contact hebt gehad met uw ambtgenoot Luc Frieden. Ik hoop dat u hem die brief zult versturen en dat u hem zo spoedig mogelijk kan ontmoeten. De verwachtingen zijn enorm.

De gemeenteraadsverkiezingen komen dichtbij en de gemeenten hebben heel wat projecten. Ik nodig u dan ook uit de gemeenten in het zuiden van Luxemburg te bezoeken die te lijden hebben onder de inkomstenderving, waarvoor ze recht hebben op een compensatie.

(De vergadering wordt gesloten om 15.45 uur.)